

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 229. — 27 FEVRIER 1965

## LES INTELLECTUELS ET LE PARTI COMMUNISTE

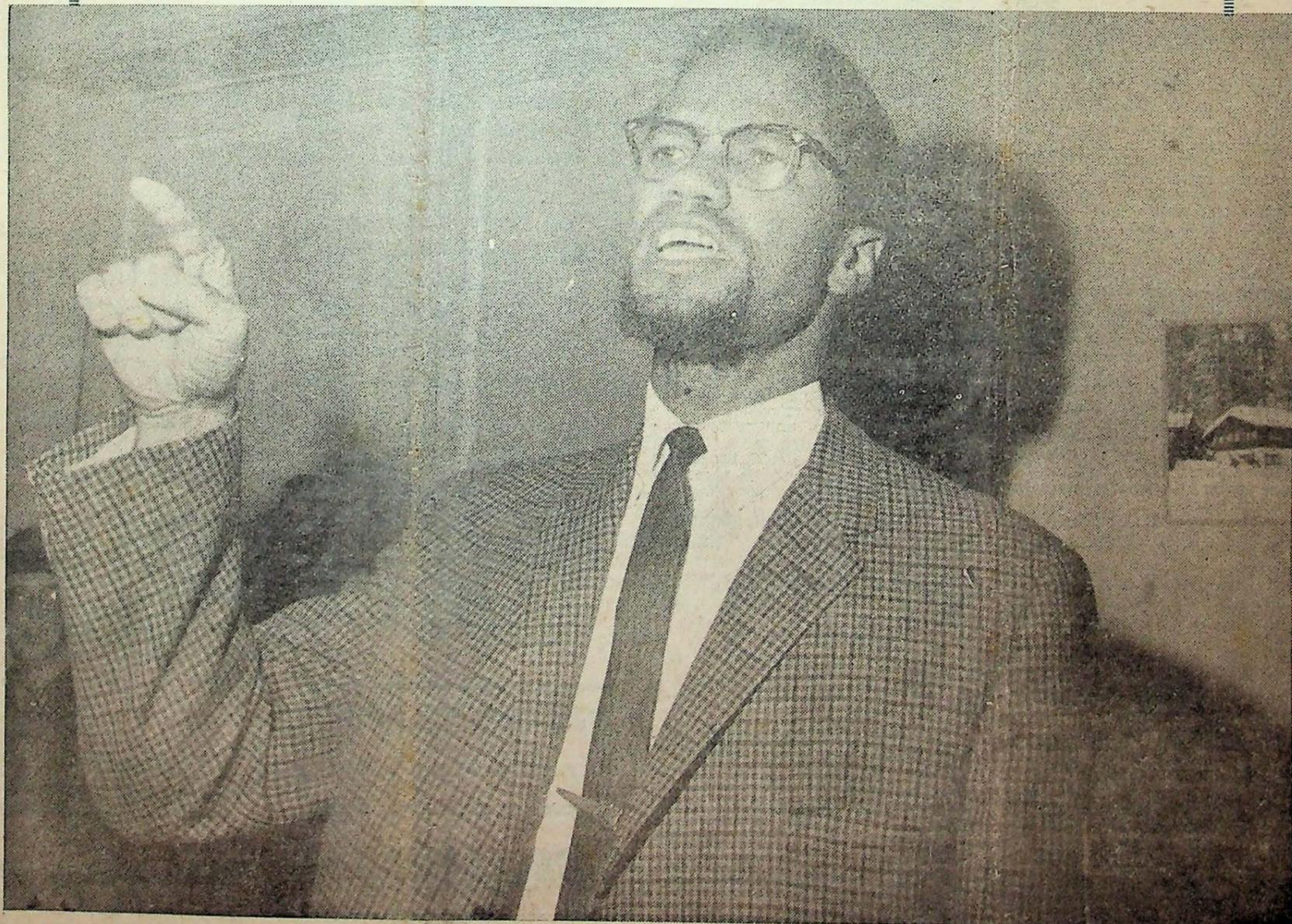
*par Pierre NAVILLE*

(Page 6.)

### Malcolm X : L'unité des Noirs

*par Jacques VIVIEN*

(Page 7.)



(Photo Kagan)

## Courrier des lecteurs

### ● A propos de l'article de P. Précias sur le "socialisme de pensée"

Camarade,

T.S. du 6 février a livré à la discussion de ses lecteurs un article sur « Le P.S.U. en tant que société de pensée à vocation politique ». Je vous fais parvenir mon opinion à ce sujet.

Le « Courrier des Lecteurs » du 6 février 1965 permet d'étranges constatations : tel camarade s'est manifestement fourvoyé dans le P.S.U. Il a adhéré en toute connaissance de cause à un parti ; mais il rêve à « une société de pensée » ; il préconiserait une Société Socialiste Unifiée où des idéalistes prépareraient « le monde de demain », sinon d'après-demain. Car, actuellement, « le socialisme a perdu tout crédit ».

Dans cette optique, tout l'effort du parti, tous les articles de *Tribune Socialiste*, toutes les consignes d'action des numéros de *Directives* apparaissent comme des tentatives d'« agités », sans fondement et voués à l'échec.

Ce point de vue conduit évidemment à l'abstention complète « dans la vie politique officielle ». Pas de participation aux élections cantonales de 1964, même si celles de 1958 montrent qu'un votant sur cinq était socialiste. Dédaignons les prochaines élections municipales, même si le maire sortant est M.R.P. et antillais, même si les communistes locaux nous proposent une liste commune dès le premier tour.

Car telles sont les conséquences d'un courant de pensée, absolument négatif, dans le groupe où un camarade semble avoir une certaine audience.

Pierre Mouton,  
Annemasse.

Avec retard, je me permets d'écrire les réflexions occasionnées par les lignes de Précias, dans le « Courrier des Lecteurs ».

« Nous sommes les seuls socialistes, c'est un peu gênant de le penser, de l'écrire... »

Quand, de plus, la suite de la lettre témoigne du contraire du socialisme : retrait du reste des hommes pour mieux penser socialiste !...

Mais si T.S. a jugé bon de les transcrire, ces lignes, c'est qu'elles correspondent à des réalités dans le P.S.U.

Ce qu'exprime Précias, cette impossibilité du socialisme, est certainement réelle, mais il faut l'imputer à l'absence de camarades ouvriers dans le P.S.U. ! et à nous-mêmes donc, et non aux autres... pour une bonne part.

Tous les articles de T.S., au sujet des problèmes du travail, syndicat, expliquant les raisons économiques, politiques... que de thèmes de discussions avec les camarades ouvriers...

Pour ma part, que l'abonnement soit obligatoire à T.S. pour un membre du parti ne me paraît pas antidémocratique, mais simplement normal ! Je me rappelle qu'à la session d'août, en réponse au questionnaire final sur nos observations, des camarades avaient écrit : « Session obligatoire pour tout militant P.S.U. », et tous les camarades de la session étaient d'accord.

Gaby Chalvin,  
Grenoble.

Les lettres de Précias et de Brugie, publiées dans les deux derniers numéros de T.S., ont le grand intérêt

### ● A propos de T. S.

L'article de Pierre Naville dans le dernier numéro de T.S. est excellent.

L'analyse de la conférence de presse de de Gaulle sur la question économique et sociale est d'une grande clarté. Naville a le mérite, pour démontrer l'opposition entre capitalisme et socialisme, de partir de situations réelles existantes. De cette façon, la compréhension de son analyse est faite par un plus grand nombre de lecteurs.

de nous amener à prendre un peu de recul et à repenser notre participation à l'actuelle mêlée électorale.

Si la motivation est tout à fait justifiée, la suite me paraît en partie erronée : ce n'est certainement pas en se retirant de toute compétition électorale (et surtout pas des municipales) que nous risquons de voir croître notre force politique.

Il a toujours été admis dans le parti que sa principale chance était de s'imposer non pas tellement par le choix et la clarté de ses objectifs, que par la façon de les mettre en œuvre.

Cette façon est la façon démocratique, et c'est la seule à l'être effectivement. Cela veut dire que, chaque fois que l'occasion se présente, nous voulons tenter de saisir un pouvoir de décision politique afin de montrer uniformément l'exemple d'une méthode politique nouvelle. Nous voulons associer directement et constamment l'ensemble de la société à chaque décision, par l'intermédiaire de commissions municipales, départementales ou nationales ouvertes aux citoyens et à leurs organisations représentatives (unions de quartiers, associations, syndicats, etc.).

Il nous faut donc des élus, des élus qui aient surtout le pouvoir d'imposer ces conceptions à leurs associés. C'est d'ailleurs ce qui gêne peut-être ceux-ci et qui les pousse à vouloir nous laminer ?

Or les seules compétitions électorales où, tant que nous serons un petit parti, nous pourrions enlever efficacement ces pouvoirs pour les remettre ensuite entre les mains de la base, ce sont les municipales !

Le P.S.U. doit s'y jeter totalement et sans réserve, mais je l'accorde à Précias et Brugie, avec une clairvoyance totale.

Le parti ne doit chercher qu'à y enlever des pouvoirs, et non simplement une somme de fauteuils disséminés. C'est en cela que nous ne ferons pas d'électorisme.

Sur le plan tactique, nous devons donc nous retirer des coalitions où l'on ne nous offre que des miettes et aucun pouvoir ; ceci doit être d'autant plus vrai si ces miettes sont sans commune mesure avec notre force politique véritable. Nous devons expliquer que des gens capables de telles propositions montrent qu'ils ne sont pas, par définition même, prêts à accepter une véritable démocratisation de la gestion municipale.

S'il n'est pas possible de constituer au premier tour une liste d'union ou homogène, et compatible avec les critères énoncés plus haut, mieux vaut être absents.

Pour faire obstacle au régime, le P.S.U. incitera alors officiellement à voter P.C.-S.F.I.O., tout en condamnant les méthodes antidémocratiques quand elles le sont, de ces gens qui se prétendent de gauche.

On doit pouvoir dire de chaque municipalité où il y a des P.S.U. que le citoyen y est le véritable détenteur du pouvoir et non une passive machine à voter. C'est à cette occasion nécessaire que le parti et l'ensemble de la gauche trouveront la place qui leur revient de plein droit (1).

A. Kaufmann,  
Isère.

(1) Bien entendu, tout ceci ne peut pas s'appliquer dans les très grandes villes (Paris, Lyon, etc.) qui ont un système électoral spécial.

Jean Brichard,  
Angers.

Je tiens à vous signaler que, depuis quelque temps, je suis lecteur de votre journal et que je l'apprécie beaucoup. J'aimerais que nous soyons capables de publier un journal ayant cet « extérieur ». Ce qui ne veut pas dire que le contenu ne me plairait pas, au contraire. Continuez, je vous souhaite tout le succès possible.

A.J.A. van Zoest,  
membre du Parti Socialiste  
Pacifiste hollandais.

Chers camarades,

Je regrette depuis quelque temps de ne plus trouver qu'en « bouche-trou » la chronique musicale. Je sais bien qu'elle ne touche qu'un nombre de lecteurs restreint, mais il en est de même pour la chronique théâtrale ou la chronique littéraire. Il faut donner leur part à ceux que cela in-

téresse. Vous ne prétendez pas, sans doute, faire une page culturelle sans musique ?

Bravo à J.-J. V... dont la critique est bien agréable, on pourrait seulement lui reprocher de manquer parfois de vitriol !

Enfin, comme je suis sympathisant, je trouve que vous avez bien fait d'abandonner la dernière page en forme d'affiche, et je trouve aussi que les nouvelles des fédérations qui sont réclamées par un certain nombre de lecteurs qui sont aussi sans doute des militants, ce qui n'est pas le cas pour tout le monde, devraient être données par un bulletin interne, sinon il n'y aurait plus grand-chose à lire, et ce serait dommage, alors qu'il y a une amélioration constante.

Claude Lafon,  
Lyon.

## LYON

### Manifestation en faveur des libertés en Espagne et au Portugal

A l'appel du P.S.U., des E.S.V., de l'A.G.E.L., de la C.F.D.T., du M.I.A.G. (1), une manifestation en faveur des libertés en Espagne et au Portugal s'est déroulée mardi soir dans le quartier des Brotteaux, aux cris de « Franco assassin ! », « Salazar assassin ! », « Liberté syndicale ! ».

Les plus vifs accrochages avec la police ont eu lieu devant le consulat du Portugal. Plusieurs manifestants ont été blessés au visage. Un respon-

sable étudiant et un Espagnol ont été appréhendés par la police.

Le caractère le plus remarquable de cette manifestation, dynamisme et résolution des participants, laisse supposer que l'appel de « T.S. » en faveur de Lopez de la Fuente et de toutes les victimes du franquisme et de la dictature de Salazar sera largement entendu dans toutes les fédérations.

S. G.  
(1) Mouvement indépendant des Auberges de jeunesse.

## AVEYRON

### Résolution de la Fédération

La Fédération de l'Aveyron, réunie en congrès le 24 janvier 1965 à Rodez, après avoir longuement débattu, propose que :

- 1° L'abonnement à T.S. soit automatique avec la prise de la carte.
- 2° Le prix de l'abonnement soit revu, quitte à réduire le format et à espacer la parution du journal.
- 3° La rédaction plus concise peut-être devra, tout en restant agréable et digestible pour tous, y compris le

militant de base, être suffisante pour son information et sa formation politique.

4° La Fédération de l'Aveyron propose la création d'une Commission nationale de presse qui déterminera les critères suivant lesquels les différents courants de pensée du Parti pourront s'exprimer dans sa presse — dans le respect des décisions de ses congrès et ses conseils nationaux afin que les militants de base puissent en toute clarté choisir leur voie.

### NAISSANCE

Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs la naissance de Gilles, fils de nos camarades Gérard Dencker et Madame.

Nous les assurons de nos sincères félicitations.

Saint-Dizier, mardi 9 mars 1965

Théâtre Municipal, 20 h 30

Jacques Duclos  
et Marc Heurgon

prendront la parole au  
cours du meeting

de la liste d'Union Démocratique présentée par le P.C.F., le P.S.U. et d'autres démocrates.

### Ligue nationale contre la force de frappe

Tribune Socialiste a publié dans son dernier numéro l'appel que cette Ligue nous avait communiqué. A la demande de quelques-uns de nos lecteurs, nous donnons ici l'adresse complète de cet organisme : Ligue nationale de la Force de frappe. Secrétariat : 15, square Clignancourt, Paris (18°).

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 24 février au 2 mars

DE L'AMOUR

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV)  
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV)  
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguchte 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
88-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

# LA NOUVELLE "TROISIÈME FORCE"

**S**IL est une bataille que l'U.N.R. a déjà perdue, c'est bien celle de l'apolitisme, sous lequel elle entendait camoufler ses appétits municipaux. Non seulement le scrutin du 14 mars sera politique, mais ses résultats auront une influence directe sur la prochaine bataille présidentielle et, par-delà celle-ci, sur le comportement des différents courants de la gauche française.

La semaine dernière, examinant ici les conséquences du choix fait par Gaston Defferre à Marseille, Harris Puisais écrivait : « Il est désormais un candidat centriste. Il ne peut plus se prétendre candidat de la gauche. » Trois prises de position sont venues confirmer cette semaine la justesse de l'analyse :

## 1) La campagne de l'« Express ».

On se souvient du rôle joué par cet hebdomadaire, il y a un peu plus d'un an, dans le lancement de la candidature Defferre. Certes, depuis quelques mois, le soutien s'était fait moins enthousiaste et presque résigné. Tout se passait comme si l'équipe des supporters, consciente de l'erreur commise dans le choix du candidat, cherchait à tirer son épingle du jeu sans pourtant paraître se déjuger. Cependant, la nouvelle formule du journal visait à conquérir un nouveau public en même temps qu'elle éloignait ceux qui avaient soutenu l'« Express » à l'époque où il était un des lieux d'expression de la gauche française. L'évolution des managers et de la vedette étant ainsi convergente, c'est tout naturellement que la jonction s'est faite. Au cri de Defferre, battant le rassemblement de la droite contre le « seul danger communiste », l'« Express » a répondu présent.

Le numéro de cette semaine célèbre « l'enterrement du Front Populaire » et, après Defferre, Mitterrand ou Lecanuet, propose Georges Dardel comme l'exemple à suivre, la barrière efficace, l'homme qui a su dire non au P.C. Le malheur, c'est que le maire de Puteaux n'a jamais su dire non à personne : pas à de Gaulle en 1958, pas à la droite qui l'a confirmé dans sa mairie en 1959, pas aux communistes qui lui assurent depuis des années la présidence du Conseil général de la Seine. La seule chose que Dardel n'est pas prêt à accepter, c'est l'ouverture de « son » conseil municipal à un contrôle de la gauche, communiste ou non, parce que ce contrôle mettrait en péril une gestion contestable et contestée. Là est la seule raison de son refus actuel. Lorsque le maire de Puteaux met comme exigence à l'acceptation de l'accord conclu par sa fédération avec les communistes, que ceux-ci embarquent ses anciens colistiers M.R.P. ou indépendants, il sait parfaitement que le

P.C. ne peut accepter, pas plus que le P.S.U. n'accepterait.

C'est donc Dardel qui prend l'initiative de la rupture. Quand l'« Express », qui consacre actuellement des pages entières à l'histoire anecdotique du général de Gaulle, qui multiplie les ouvertures envers l'équipe dirigeante du M.R.P., présente comme scandaleuse et sectaire l'exclusive communiste contre des adjoints M.R.P. ou indépendants, ce journal affirme simplement qu'il a choisi son camp et qu'il ne se range plus dans celui de la gauche.

## 2) La campagne Jean Moulin

A peu près au même moment, a paru aux Editions du Seuil une plaquette présentée sous la signature collective du club Jean Moulin et intitulée « Un parti pour la gauche ». On peut certes trouver peu délicat de faire endosser à l'ensemble d'un club connu jusqu'ici pour la rigueur de ses études techniques les perspectives de quelques joueurs politiques, mais c'est là une affaire qui regarde l'ensemble des membres du club et non pas nous. Sur le fond de la thèse défendue, au contraire, « Tribune Socialiste » reviendra plus longuement et, dès la semaine prochaine. Qu'il suffise aujourd'hui de rappeler les grandes lignes : l'objectif est de définir un parti de gauche, d'« avenir majoritaire » ; ce parti devrait réunir, dit la note de présentation, « les forces de la S.F.I.O., du centre gauche, de la plus grande partie du M.R.P. et leur adjoindre des multiplicateurs qui seraient, aussi, entre ces partis, des éléments d'intégration de la nouvelle formation ». Si l'on ajoute que ce parti devrait « répondre aux transformations de la vie politique française moderne », en se ralliant par exemple au régime présidentiel, on verra que ce projet est beaucoup moins neuf qu'il n'en a l'air. On nous ressert une nouvelle fois la vieille proposition d'un parti démocrate à l'américaine.

## 3) La relance des colloques socialistes

Pour couronner cette double offensive, s'est tenue ces derniers jours sur l'initiative de Georges Brutelle une réunion destinée à relancer les colloques socialistes. Le P.S.U. avait fait clairement savoir qu'il n'y participerait pas, jugeant totalement inutile de poursuivre, dans les circonstances présentes, un débat théorique sur les options du socialisme, alors que la pratique électorale de la S.F.I.O. apporte chaque jour un démenti cinglant à ses affirmations verbales. Certains déplorèrent poliment l'absence du P.S.U., d'autres, plus nombreux, s'en félicitèrent. On voulait aller vite : on décida d'étudier l'organisation d'un « parti socialiste » sur la base des propositions de Jean

Moulin et de lui donner une forme confédérale.

On voit fort bien les raisons internes qui expliquent la précipitation de certains membres de la S.F.I.O. ; à trois mois de leur Congrès, il est tentant d'opposer à la solution molletiste d'une IV<sup>e</sup> République restaurée et dominée par le centre, la solution plus moderne d'une V<sup>e</sup> République aménagée, elle aussi dominée par le centre. S'il leur était possible d'obtenir d'ici la Pentecôte quelques résultats tangibles à l'extérieur du Parti, voilà qui faciliterait le ralliement de nombreux militants de cette vieille maison dont la façade aurait été repeinte. C'est l'affaire de la S.F.I.O.

On voit mal en revanche ce qu'une telle aventure pourrait apporter à la gauche française et cela c'est notre affaire.

A ceux qui prétendent proposer un regroupement de la gauche non communiste, nous disons et répétons : vous vous trompez en prétendant régler les problèmes de la gauche en l'absence du Parti communiste. Que cela vous plaise ou non, il en est membre, il en est même le membre dominant. Toute l'évolution de la gauche française est conditionnée par celle du P.C.F. ; il n'y a pas d'autre moyen de favoriser cette évolution et de la hâter que de proposer, que d'imposer à chaque instant, un dialogue dur et âpre, fait de contestation permanente. C'est sur le caractère foncièrement conservateur de certaines options du P.C., sur l'archaïsme de ses structures et de ses méthodes, qu'il faut faire porter la discussion. C'est en proposant à chaque occasion les solutions socialistes adaptées à la réalité économique française d'aujourd'hui, qu'il est possible de marquer peu à peu des points.

Il n'y a pas d'alternative centriste ; il n'y a qu'une alternative droitiste. Regardez Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, partout où vous vous baptisez centre, vous êtes en réalité les otages de la droite, les alliés de la bourgeoisie la plus traditionaliste et la plus réactionnaire. Ce faisant vous ne faites que renforcer les tendances les plus sclérosées au sein du P.C., parce que vous lui permettez de remporter des succès à bon compte, sans qu'il ait besoin de se transformer.

Oui, il faut une force autonome pour dialoguer avec les communistes, mais elle doit être socialiste. Le P.S.U. n'est qu'une petite partie de cette force à naître, mais il en est le noyau, et c'est parce que nous en sommes persuadés que nous prendrons, au cours des prochaines batailles, toutes les mesures qui permettront à cette force de s'exprimer, de grandir et de s'élargir. C'est pour toute la gauche française une nécessité.

Marc Heurgon

# MUNICIPALES

## Paris

La Fédération de Paris du Parti Socialiste Unifié communique :

Le Conseil fédéral, réuni le 17 février, a examiné la situation à Paris au moment où s'engage la bataille des « municipales ». Mis en présence de l'accord électoral conclu par le parti communiste et la S.F.I.O., le P.S.U., tout en appréciant l'importance de cet accord, a multiplié les efforts pour assurer aux diverses organisations socialistes une place plus conforme à leurs forces respectives et pour élargir l'entente à des courants de la gauche qui n'y étaient pas représentés. Les résultats obtenus dans ce double domaine sont réels, mais insuffisants et le P.S.U. continuera auprès de ses partenaires à défendre sa conception d'une véritable rénovation et d'une véritable unité de la gauche.

Cependant la bataille municipale s'engage : la situation dans la capitale impose que, contre l'U.N.R. et des réactionnaires comme Lafay ou Dupont, la lutte soit menée jusqu'au bout par toutes les forces de gauche réunies. Le P.S.U. s'est prononcé depuis mai dernier pour un accord national des forces populaires et socialistes. A travers toutes les circonscriptions du pays, le P.S.U. est resté fidèle à cette stratégie, refusant toute entente avec des forces réactionnaires ou centristes. Il se doit d'être présent à Paris dans ce combat aux côtés des partis communiste et socialiste.

C'est pourquoi le Conseil fédéral, à la quasi-unanimité, s'est prononcé pour l'accord conclu dans tous les secteurs de Paris. Il a investi les candidats du P.S.U. sur les listes d'union démocratique.

### CANDIDATS

1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> arrond. — Candidat : David Weill ; suppléant : René Thuillier.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> arrond. — Candidate : Madeleine Léo-Lagrange ; suppléante : Janine Baumann.

9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> arrond. — Candidat : André Joublot ; suppléante : Lucienne Didner.

12<sup>e</sup> arrond. — Candidat : Albert Pentel ; suppléant : Emile Berenbaum.

13<sup>e</sup> arrond. — Candidat : Claude Bourdet ; suppléant : Pierre Grimal.

14<sup>e</sup> arrond. — Candidat : Gérard Carles ; suppléante : Geneviève Rennes.

15<sup>e</sup> arrond. — Candidat : Georges Jumel ; suppléant : Bernard Pretet.

16<sup>e</sup> arrond. — Candidate : Colette Audry ; suppléant : Robert Allezaud.

17<sup>e</sup> arrond. — Candidat : Alain Geismar ; suppléant : Pierre Aron.

19<sup>e</sup> arrond. — Suppléant : Pierre Marchi.

## Seine-Banlieue

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. avait donné comme consigne à toutes ses sections de rechercher un accord avec le parti communiste et la S.F.I.O., dès le premier tour des élections municipales.

En ce qui concerne les communes de moins de 30.000 habitants, force lui est de constater que, sauf à Sceaux, elle se heurte d'une part au désir du parti communiste de constituer des listes homogènes au premier tour, pour n'envisager l'alliance qu'au second, d'autre part au refus de la S.F.I.O. d'abandonner ses accords centristes ou droitiers de 1959, avec le M.R.P. et les indépendants.

En conséquence, faute d'une entente possible avec les autres partis de gauche, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. autorise ses sections à se présenter à la bataille du premier tour dans des listes P.S.U., élargies à

des sympathisants, à des syndicalistes, à des animateurs locaux, non engagés politiquement mais ayant une option socialiste. Elle annonce dès maintenant la constitution de telles listes à Arcueil, Châtenay-Malabry, au Plessis-Robinson, à Vanves et à Villemombble, tandis que dans d'autres communes des listes du même type sont en cours de constitution.

Le 21 février 1965.

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. a donné son assentiment à sa section d'Issy-les-Moulineaux, pour la formation d'une liste d'union avec le parti communiste et la portion de la S.F.I.O. ayant choisi un accord à gauche dans cette commune.

Elle espère ainsi contribuer à assurer la défaite des représentants de l'U.N.R. et de la réaction, et celle de

l'autre partie de la S.F.I.O. qui se présente dans une coalition droitrière avec le M.R.P., les radicaux et les indépendants.

Le 21 février 1965.

Répartition des sièges à Issy-les-Moulineaux :  
13 P.C. ;  
18 S.F.I.O. ;  
4 P.S.U. dont un maire-adjoint.  
Trente-cinq sièges au total.

## Toulouse

Le P.S.U. et le P.C. ont réalisé un accord en vue de présenter une liste commune qui comprendra 18 communistes, 10 P.S.U., 9 personnalités (syndicalistes et représentants de diverses tendances républicaines dont le parti radical).

La Fédération de la Haute-Garonne, unanime, avait pensé que le nom de notre camarade Badiou, ancien maire de la Résistance, et dont l'attitude en 1958 avait été sans équivoque aurait rallié à cette liste plus d'électeurs. Le parti communiste s'est esti-

mé en droit d'exiger la première place. Le P.S.U. est conscient de la nécessité de l'union de tous les socialistes ; il démontre la volonté d'entente qui l'a toujours animé.

Notre liste commune s'oppose à celle de l'U.N.R. et à celle qui, avec le maire sortant Bazerque, associe la S.F.I.O. à la droite la plus cléricale.

Rappelons que la majorité du Conseil sortant était composée de la S.F.I.O., de l'U.N.R. et des Indépendants.

## Alsace : Alliances SFIO-UNR et SFIO-gaullistes "fidèles" !

L'attitude de la S.F.I.O. est sévèrement jugée par nos camarades du parti qui recherchent partout à regrouper les opposants au régime gaulliste sur la base d'un programme d'unité socialiste.

MULHOUSE. — La section P.S.U. participera à une liste de gauche avec le P.C. qui s'opposera à la liste du maire sortant, Muller (membre du Comité directeur de la S.F.I.O.), alliée avec le M.R.P. et des gaullistes indépendants. Ces derniers font assaut de

« gaullisme » avec les U.N.R., se voulant plus « fidèles » à de Gaulle qu'eux.

COLMAR. — A trois voix de majorité, la section S.F.I.O. a décidé de s'allier avec l'U.N.R. Le P.S.U. est en pourparlers avec le P.C. On attend de voir quelle attitude prendront les S.F.I.O. hostiles à cette alliance. L'occasion leur est donnée de manifester leur hostilité à de telles alliances. Seront-ils disciplinés ou lutteront-ils contre le gaullisme ?

## Montpellier

La situation se clarifie à Montpellier au sujet des élections municipales : le maire sortant, Delmas (indépendant d'extrême-droite), se représente avec une liste qui, du M.R.P. à l'U.N.R., rassemble toute la réaction.

Après de longues négociations, l'union de toute la gauche a échoué. A noter pourtant que le P.C. s'était montré disposé à des concessions importantes, et ne porte par conséquent aucune responsabilité dans la rupture. Ce fait a pesé dans la décision de la section de Montpellier du P.S.U. : sollicitée à la fois par la coalition S.F.I.O.-radicaux et par le P.C., la section de Montpellier a décidé de présenter avec le P.C. une liste d'union des forces démocratiques, largement ouverte à des personnalités représentatives des organisations populaires. Au point de vue du dosage

de la liste, qui sera dirigée par un communiste, le P.C. n'a pas fait de la majorité absolue une condition de sa participation. A noter également que parmi les militants socialistes une forte minorité ne cache pas son mécontentement de la division et situe fort bien les responsabilités.

Par ailleurs, à Castelnaud-le-Lez, petite ville de la banlieue, il y aura aussi, dès le premier tour, une liste d'union P.S.U.-P.C., dirigée par un P.S.U.

Quels que soient les résultats, la bataille électorale, menée sans aucun esprit électoraliste, est une occasion de faire redémarrer le P.S.U. à Montpellier, comme en témoignent les adhésions et réadhésions enregistrées dans la campagne de reprise des cartes.

## A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,  
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,  
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U.,  
81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>, la somme de : .....

NOM : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

Signature :  
C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris.

## CANTONALES

### Une belle victoire du PSU à Saint-Brieuc

C'est par 9.163 voix que notre camarade Le Foll a été élu conseiller général au second tour de scrutin contre 5.624 à M. Georges Tessier (U.N.R.) et 571 à M. Lucas (Mouvement d'Organisation de la Bretagne) sur 25.284 inscrits et 15.358 suffrages exprimés.

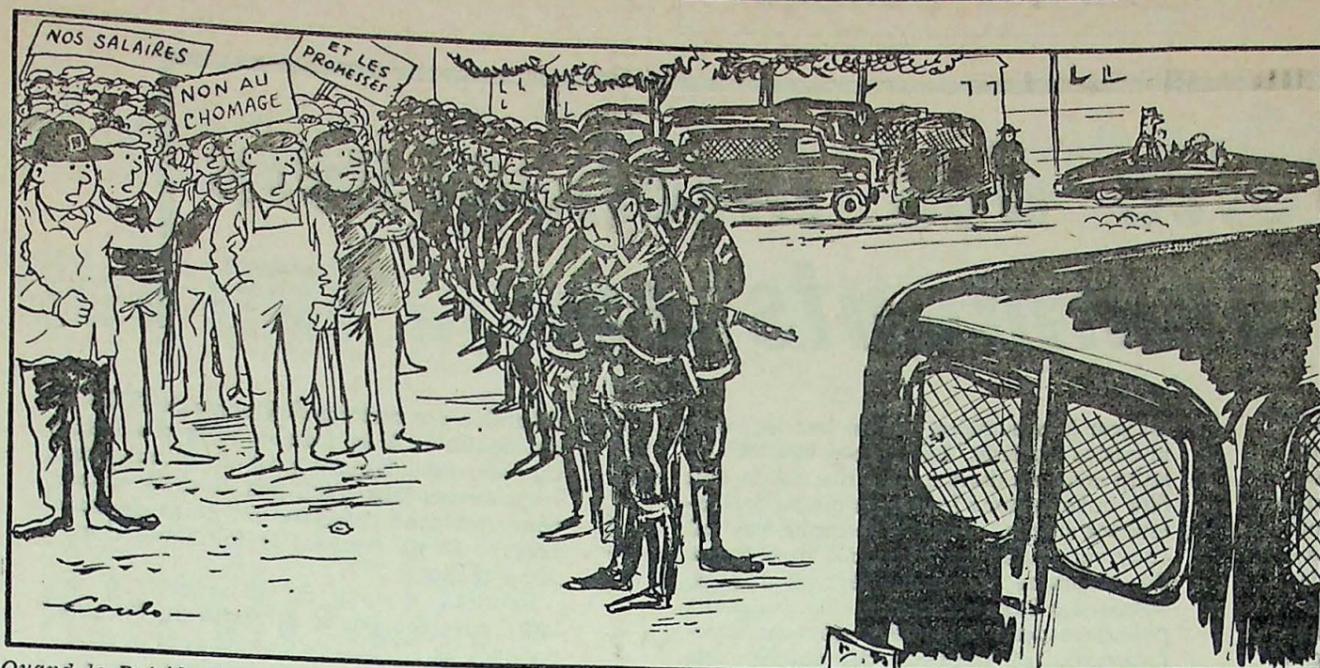
Antoine Mazier avait été élu en mars 1964, au second tour également, par 10.932 voix contre 7.413 à M. Charmier (Centre Démocratique) sur 18.347 suffrages exprimés. Le testament moral de Mazier est pleinement respecté : Saint-Brieuc reste un haut lieu du P.S.U. et la gauche unie autour de notre candidat y remporte un réconfortant succès à la veille des élections municipales. Il y a eu cette fois moins d'électeurs. Nous améliorons notre pourcentage.

Rappelons les résultats du premier tour : 14.348 suffrages exprimés. Le Foll (P.S.U.), 3.559 ; Quemper (P.C.), 2.999 ; Tessier (U.N.R.), 2.747 ; Boutbien (Action Travailleuse), 2.376 ; Le Garzic (S.F.I.O.), 1.288 ; Prigent (M.R.P.), 1.025 ; Lucas, 358.

En 1964, contre Mazier, ni l'Action Travailleuse ni la S.F.I.O. n'avaient présenté de candidats au premier tour. Cette fois, le P.C., l'Action Travailleuse et la S.F.I.O. se sont désistés pour Le Foll.

Nous renouvelons nos chaleureuses félicitations à Le Foll et à tous les camarades des Côtes-du-Nord, et leur adressons nos vœux affectueux pour les élections municipales.

E. D.



Quand le Président se promène, des renforts policiers considérables sont mis en place pour le protéger de « l'enthousiasme populaire ».

## BREST

### Manifestation commune de tous les travailleurs contre la politique gaulliste

Les responsables syndicaux de la région brestoise étaient satisfaits le soir du 15 février : ils avaient, en effet, joué un grand coup. A l'occasion de son rapide et très discret passage à Brest (après la visite de l'Ecole navale), les organisations syndicales ouvrières (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T.), paysannes (F.D.S.E.A.), enseignantes (F.E.N.), et étudiantes (A.G.E.P. - U.N.E.F.) du Finistère avaient adressé à de Gaulle la lettre suivante :

Monsieur le Président de la République,

A l'occasion de votre venue dans le département, les organisations syndicales, ouvrières, agricoles, enseignantes et étudiantes désirent attirer votre attention sur la situation dramatique de notre région et sur le profond malaise qui en résulte.

La situation économique est désastreuse dans les différents secteurs d'activité, aussi bien l'agriculture que le commerce ou le marché du travail.

L'agriculture est le principal secteur d'activité du département.

Le malaise et le découragement y sont aussi très grands par suite du blocage des prix agricoles à la production, cependant que les charges continuent d'augmenter. D'autre part, beaucoup de petits exploitants sont inquiets quant à leur avenir, la politique actuellement menée à leur égard par votre gouvernement tendant à leur disparition. Plusieurs productions traditionnelles, indispensables à notre région et qui conditionnent l'existence de nombreux secteurs d'activité industrielle (aviculture, production porcine, productions légumières pour la conserve) ont actuellement à faire face à une crise très grave. Alors qu'elles devraient nous être réservées en priorité, ces productions nous quittent ou risquent de le faire rapidement par suite de la politique économique de votre gouvernement et de notre éloignement des centres de consommation.

Dans le secteur des emplois industriels, la situation est tout aussi critique. Les licenciements et les diminutions d'horaires sont nombreux, des menaces pèsent sur l'arsenal de Brest, des projets d'implantations industrielles sont abandonnés, l'industrie de la pêche et ses activités annexes sont sacrifiées, des conserveries ferment. La décentralisation industrielle, dont nous attendions beaucoup n'a guère atteint notre région qui se voit ainsi condamnée à la misère ou à expatrier chaque année plusieurs milliers de ses jeunes vers la région parisienne ou des régions plus éloignées encore.

Dans le domaine des investissements publics, nous sommes également des « parents pauvres », qu'il s'agisse des grands axes de communications, voies ferrées ou routes, de l'équipement téléphonique, des investissements scolaires et universitaires, et de la construction des logements, pour ne citer que les postes-clés les plus importants qui conditionnent dans une large mesure l'implantation d'usines et donc la possibilité de trouver des emplois sur place pour nos jeunes.

Il importe que l'on renonce au démantèlement de l'éducation nationale et que l'on accorde à l'université à tous les degrés les moyens qui lui permettraient d'assurer l'épanouissement complet de la jeunesse, dans l'intérêt bien compris de la nation tout entière. A cette fin, il nous paraît nécessaire de promouvoir une véritable démocratisation de l'enseignement.

Dans le domaine économique, de nombreuses promesses officielles nous ont été faites aux uns et aux autres à différentes reprises. Elles n'ont pas été tenues. Votre gouvernement s'était engagé à déposer une loi-programme pour la Bretagne et votre ministre des Finances lui-même l'avait confirmé à plusieurs reprises, tant en 1963 qu'en 1964.

La mise en place du plan de stabilisation à la fin de 1963 a bloqué les salaires et freiné l'expansion économique. Il en découle que les difficultés des travailleurs ont été aggravées et les implantations industrielles en province stoppées. Nous supportons très largement les conséquences de ce plan de stabilisation, assorti de multiples hausses unilatérales.

Refusant le sort qu'on lui réserve aujourd'hui, la population du département manifesterait à l'occasion de votre venue dans le Finistère pour marquer sa désapprobation à l'égard de la politique économique et sociale gouvernementale qui, non seulement empêche des régions comme la nôtre de rattraper un retard dû à la faiblesse des investissements, mais accentue encore les disparités entre régions.

Vous êtes, Monsieur le Président, plus accoutumé aux ovations des populations qu'aux attitudes qui peuvent paraître inhospitalières. Ne voyez en cette lettre que l'expression du sentiment de frustration dont souffre la population bretonne.

En des temps encore récents, elle a témoigné d'un farouche patriotisme dans la défense du pays. Aujourd'hui, elle se sent sacrifiée injustement, tant sur le plan des investissements que celui des revenus.

Il importe que des mesures urgentes soient prises. L'ensemble des travailleurs les attendent avec impatience. Ils sont décidés à se battre pour défendre leurs droits.

Nous espérons que vous entendrez notre appel.

Veillez agréer, Monsieur le Président, etc.

semblement devant la Maison des Syndicats pour le 15 février, à 18 h. 30, au moment même où de Gaulle arrivait à Brest.

Les responsables éprouvaient quelques inquiétudes : il s'agissait en fait de mettre directement en cause de Gaulle et sa politique. Jusqu'ici, à Brest, on s'en était pris aux ministres (les parents d'élèves avaient fait une réception particulièrement chaleureuse à M. Fouchet, que plusieurs compagnies de C.R.S. avaient dû protéger de l'enthousiasme populaire). Plus récemment, lors d'une manifestation des ouvriers de l'arsenal, par une réaction spontanée que les dirigeants syndicaux eux-mêmes n'avaient pas prévue, la permanence U.N.R. du député de Brest avait été saccagée par la foule. Les dernières grèves des secteurs public et nationalisés avaient été particulièrement suivies, surtout le 11 décembre, où plus de dix mille manifestants avaient défilé rue de Siam et parcouru la ville. Mais cette fois-ci, de Gaulle lui-même était visé. Et comme d'habitude quand notre président se promène, les précautions avaient été prises : des renforts policiers considérables avaient été amenés par route et par chemin de fer, non seulement pour des mesures de protection, mais aussi pour intimider les travailleurs que leurs organisations avaient appelés à se rassembler.

Dès la fin de l'après-midi, un nombre imposant de cars de C.R.S. entouraient complètement les environs de la Maison des Syndicats, tandis qu'aux entrées de la ville des barrières policières empêchaient le plus possible de passer les nombreux paysans venant des environs. Malgré cela, une foule de plusieurs milliers de personnes s'est massée rapidement dans la rue devant l'entrée de la Maison des Syndicats, sur le perron de laquelle avaient pris place les délégués syndicaux. La police est intervenue pour dégager la rue ; les responsables ont alors demandé aux manifestants, pour éviter des incidents qui auraient servi de prétexte à une interdiction du rassemblement, de laisser un passage libre, ce qui s'est fait, non sans quelques bousculades et beaucoup de cris.

## VITRY

### 334 travailleurs licenciés

334 travailleurs licenciés aux usines S.O.F.A.M. de Vitry. Le Comité de défense de l'emploi, regroupant les unions locales syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.-O. et auquel participent les sections locales P.C.F., P.S.U., S.F.I.O. et diverses associations : U.J.C.F., J.O.C., M.L.O., etc... et les prêtres de Vitry, a organisé un meeting le 13 février. Au cours du meeting ont pris la parole : C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.D.T., M.L.O., P.C.F. et P.S.U. Voici l'intervention de notre camarade :

« Le P.S.U. apporte son accord et soutien aux différentes déclarations.

« Le problème essentiel est l'incompétence des Pouvoirs publics et du patronat pour assurer la garantie aux droits élémentaires des salariés.

« Notre but est de promouvoir une politique sociale économique avec

Puis les différents orateurs ont pris la parole, sous la présidence de Guillo, de la F.E.N. D'abord Cadiou, du S.N.I., au nom des enseignants ; Henry, de l'A.G.E.B., pour les étudiants ; Echardour, de la C.G.T., pour les ouvriers, et enfin Abaléa, de la F.D.S.E.A., pour les paysans, ont condamné les divers aspects de la politique sociale et économique du gouvernement et de de Gaulle, protestant plus spécialement contre l'abandon dont est victime la Bretagne, malgré les promesses si souvent faites. Ils ont aussi proclamé la nécessité pour toutes les catégories de travailleurs de rester unis, afin d'arracher ensemble à leurs adversaires communs et au gouvernement la satisfaction de leurs revendications.

Puis la motion suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Réunis à l'appel de leurs organisations syndicales le lundi 15 février, les ouvriers, les paysans, les enseignants et les étudiants tiennent à déclarer leur profond désaccord sur la politique économique et sociale actuellement menée par le gouvernement.

Ils s'élèvent contre :

- le blocage des salaires ;
- les dépenses improductives en constante augmentation ;
- les atteintes de plus en plus fréquentes au droit syndical et au droit de grève et la politique antisociale du pouvoir.

« A l'occasion de la visite du Président de la République dans le département en accord avec leurs organisations syndicales, ils affirment que l'intérêt national exige :

- une rémunération juste et équitable du travail de tous ceux qui produisent les richesses du pays ;
- l'expansion industrielle du département pour assurer le plein emploi des travailleurs et des débouchés aux produits industriels et agricoles.

« Ils exigent également :

- « le développement des investissements productifs et sociaux pour le logement rural et urbain, les écoles, les hôpitaux, les grands travaux (routes, voies ferrées, aménagement des ports, etc.) ;
- l'augmentation des crédits pour l'éducation nationale dans le but de promouvoir une véritable démocratisation de l'enseignement ;
- les travailleurs des villes et des champs déclarent que ces justes revendications nécessitent un changement de la politique économique qui doit être orientée vers le progrès social.

« Et décident de poursuivre leur action commune pour imposer une orientation de la politique générale du pays conforme aux aspirations ouvrières et paysannes et aux véritables intérêts de la nation. »

Ensuite, à la demande des organisateurs, les manifestants se sont dispersés dans le calme.

Ainsi cette action commune de tous les syndicats de la région sans exception a été une réussite. Ce succès est particulièrement encourageant à l'approche des élections municipales qui, à Brest, se présentent dans les conditions les plus favorables depuis longtemps, car, à une liste de gauche unique que nous avons réussi à former, groupant le P.C.F., la S.F.I.O. et le P.S.U., s'opposent deux listes de droite concurrentes, celle de l'U.N.R., et celle du maire sortant, indépendant, allié au M.R.P.

Paul Trémintin.

l'ensemble des organisations politiques de gauche et syndicales. Il faut que les travailleurs assurent le développement de leurs industries et fassent les choix de la satisfaction de leurs besoins.

« Les moyens pour arriver à ce but. L'unité des classes laborieuses avec leurs organisations, élaborant un plan de développement économique répondant aux besoins de tous et permettant à chacun d'avoir le droit et le moyen de vivre en assurant eux-mêmes la garantie de ces droits et moyens.

« C'est notre volonté.

« Ce sera le résultat de notre unité.

« Nous ferons tout pour que ce résultat soit l'œuvre de tous, se mettant au service de l'homme, lui assurant sa dignité personnelle, sociale et économique. »

# La révolte des intellectuels communistes

« L'Humanité » du 17 février a publié deux documents appelés à avoir un certain retentissement. L'un est la lettre signée par une centaine d'universitaires communistes, adressée au secrétariat de leur parti, et qui demande l'ouverture d'un débat sur le rôle des intellectuels dans le parti, et l'autre est la réponse du secrétariat du parti à cette lettre. Le fait que ces deux documents aient été publiés par « L'Humanité » leur donne une importance particulière. Ce fait montre aussi que le secrétariat du parti estime que cette controverse intéresse des cercles beaucoup plus larges que ceux du parti. Et c'est pourquoi elle intéresse aussi tous les socialistes.

L'origine de cette discussion est la situation dans laquelle se trouve l'Union des Etudiants communistes. Comme le dit la lettre des universitaires, « il est clair que la crise qui se manifeste au sein de l'Union

un peu à la manière dont le font les communistes italiens, les signataires de la lettre estiment donc qu'une discussion doit être ouverte dans les rangs du parti communiste sur un ensemble de problèmes qui couvrent toutes les questions essentielles du socialisme : processus révolutionnaires, nature des Etats socialistes, rôle des partis politiques dans la société, relations internationales et dangers de guerre, etc. J'ajoute que ces problèmes ne peuvent être sérieusement discutés dans le mouvement communiste que s'ils le sont aussi entre lui et les mouvements socialistes et syndicaux, et ceci en raison même de la politique unitaire dont ils prétendent se réclamer les uns et les autres. Ce ne sont évidemment pas les « semaines de la pensée marxiste », où l'on évite tout ce qui pourrait paraître une discussion entre socialistes, qui répondent à cette nécessité. Ce ne peut être le fait que des débats

défendue par certains dirigeants de l'U.E.C. est contraire à la sienne, sans d'ailleurs dire en quoi. D'autre part, il affirme que les universitaires n'ont pas le droit de se concerter pour présenter un point de vue propre : ils ne peuvent le faire que dans leurs sections.

Pourtant, il suffit de se reporter à la lettre adressée par la majorité du Bureau national de l'U.E.C. au Comité central pour comprendre que des formules disciplinaires ne suffiront jamais à répondre aux questions politiques posées par les étudiants, et reprises par la lettre des universitaires. La lettre de l'U.E.C. attaque « la déviation stalinienne », elle mentionne les problèmes sur lesquels la discussion doit s'ouvrir : passage du capitalisme au socialisme, lutte contre le capitalisme monopoliste, attitude à l'égard des thèses chinoises, élaboration d'un programme commun aux forces démocratiques, etc. Elle critique les thèses officielles sur la paupérisation, ou sur la politique internationale du gaullisme. Sans doute, ni l'U.E.C. ni les universitaires ne proposent eux-mêmes une réponse définie à toutes ces questions. Mais leur objectif, bien compréhensible dans l'état actuel des méthodes de discussion en usage dans leur parti, est justement de changer les méthodes de discussion elles-mêmes. En ce sens, leur initiative dépasse celle d'intellectuels de profession, car elle pose tout simplement la question-clé : par quelle voie un régime démocratique de discussion peut-il s'instaurer dans le P.C.F., au bénéfice du parti lui-même et au bénéfice de l'unité de tous les socialistes ? C'est une question qui intéresse tous les membres de ce parti.

Pour tout dire, c'est la bureaucratisation du communisme qui est en cause. Les « intellectuels » de profession (qui représentent d'ailleurs une fraction croissante de la population active du pays) se sentant particulièrement mal à l'aise dans un système qui interdit ce que l'on baptise « fraction », mais qui pourrait être tout simplement des groupements d'opinion — inévitable en fonction des problèmes posés par l'actualité ou par l'évolution à long terme — reflétant les tendances qui doivent se faire jour dans un parti démocratique. En outre, c'est l'instauration de ce régime démocratique qui ouvrirait les seules perspectives sérieuses à l'unité des forces de gauche, et pour commencer des forces socialistes.

L'enjeu de la controverse ouverte par la lettre des universitaires est considérable. Briser l'U.E.C., faire rentrer dans le rang des militants qui ont le mérite de se mettre « à l'heure du XX<sup>e</sup> congrès » et de vouloir en finir avec le stalinisme, ce serait peut-être utile à l'appareil administratif du P.C., mais ce serait agir contre les intérêts du mouvement socialiste et ouvrier dans son ensemble, et c'est le point essentiel.

Encore une fois, la réaction du secrétariat du P.C. n'est pas seulement dangereuse pour le parti lui-même, elle est aussi nuisible à la cause de l'unité. Elle jette le doute — pour ceux qui n'en seraient pas convaincus — sur l'absence de conception démocratique qui préside à la tactique générale du parti, et notamment à ses rapports avec les autres formations (y compris les syndicats). Autrement dit, c'est au nom de l'unité des forces socialistes, des garanties et de la démocratie interne qu'elle doit comporter, que nous souhaitons voir s'élargir une discussion où ce sont tous les travailleurs — et pas seulement les intellectuels — qui ont tout à gagner.



Roland Leroy : rappel à l'ordre.

(Photo AGIP.)

déborde le cadre purement estudiantin... Elle n'a pu naître et se développer que dans un contexte plus général : les difficultés que connaît le mouvement communiste international, les discussions qui s'y poursuivent depuis le XX<sup>e</sup> congrès, la façon dont ces problèmes ont été rendus publics... ». En somme, la crise de l'U.E.C. ne serait qu'un élément de la crise générale du mouvement communiste, dont l'élément essentiel est aujourd'hui le conflit entre la Chine et l'U.R.S.S. Dans ces conditions, le débat qu'un groupe important d'universitaires réclame ne pourrait être limité aux étudiants communistes ou aux professeurs (d'université ou des lycées et collèges). Les questions dont il s'agit sont suffisamment profondes et vastes pour qu'elles intéressent l'ensemble du parti communiste, et même, comme nous l'avons toujours dit, l'ensemble du mouvement ouvrier.

En posant la question de cette façon,

librement ouverts dans le parti communiste, par exemple pour la préparation d'un congrès, ou avec d'autres organisations, comme ceux dont le P.S.U. a pris l'initiative à plusieurs reprises.

Mais que répond le secrétariat du P.C. à la demande des universitaires ? D'abord, il déclare que « certains dirigeants de l'U.E.C. en sont venus à une attaque ouverte et publique contre le parti, sa politique, ses principes, ses militants », et veulent en faire « une organisation orientée contre le parti et sa politique ». Ensuite, il affirme que « la lettre collective suppose une activité contraire aux règles du parti. Il s'agit d'une activité de caractère fractionnel que le parti ne saurait accepter sous peine de saper son unité et de compromettre l'efficacité de son action ».

Autrement dit, loin d'estimer une discussion nécessaire, le secrétariat du parti tranche déjà : il affirme que la politique

# Malcolm X "mort à cause des hommes qui ont créé la suprématie blanche"

La mort de Malcolm X, le leader noir américain assassiné dimanche à New York par un de ses frères de race, suscite en Europe des commentaires désabusés. On pleure la fin tragique de Malcolm : on est humain, mais on s'empresse d'interpréter cet assassinat comme une des conséquences d'un racisme noir en train de prendre racine aux U.S.A. et faisant contrepoids au racisme blanc. Or, nous condamnons le racisme d'où qu'il vienne.

Les pièces du dossier sur la foi desquelles certains formulent ce jugement balancé sont les suivantes :

1°) Malcolm a été assassiné par un autre Noir : motif : il appartenait jadis à la secte des Black-Muslims (« Noirs musulmans ») qui refuse tout contact avec les Blancs, et les a quittés pour former un mouvement encore plus « extrémiste ». Il s'est engagé sur une pente dangereuse conduisant tout droit au drame dont il devait être la victime.

2°) La preuve que Malcolm X n'avait pas raison c'est qu'il existe aux U.S.A. d'autres mouvements qui réclament justice pour les Noirs tout en acceptant la collaboration des Américains blancs de bonne foi. Ils ont même remporté, avec la loi Kennedy, une importante victoire. Et d'opposer le fanatique Malcolm X au lucide et courageux Martin Luther King, Prix Nobel de la Paix.

## Dialogue de sourds

Quelle valeur accorder à ce dossier et à ses conclusions ? En premier lieu, qu'est-ce que le racisme ? Il s'avère fréquemment que les dialogues entre gens de gauche sur cette question sont des dialogues de sourds parce que nous ne donnons pas le même « sens » au même mot.

Je me bornerai à quelques observations qui me semblent considérablement modifier l'éclairage du dossier Malcolm X.

Pendant l'occupation allemande en France, nous avons, nous les Résistants, refusé tout contact avec les ressortissants du III<sup>e</sup> Reich. Ils n'étaient pas tous de mauvais bougres. Mais consciemment ou pas ils étaient les rouges d'un système qui broyait nos libertés humaines. L'importance de l'enjeu ne nous donnait pas le droit de perdre notre temps à faire le tri. Parfois, certains d'entre nous abattirent inutilement quelque débonnaire sentinelle. Nous ne nous crûmes pas obligés pour autant de sortir un tract condamnant les violences aveugles d'où qu'elles viennent. Nous aurions fourni de la sorte à la Propaganda-Staffel une arme qu'elle aurait aussitôt retourné contre nous. Etions-nous des racistes ?

## « Démocratie » américaine

On nous rétorquera : aux U.S.A. ce n'est pas la même chose. Johnson ce n'est pas Hitler. Là n'est pas la question. La situation des Noirs dans l'Amérique d'aujourd'hui n'est-elle pas pour eux semblable à la nôtre sous l'occupation ? On retrouve les meurtriers de militants intégrationnistes en Floride, leur culpabilité est patente, les hautes autorités les condamnent moralement, mais les juges ne leur infligent pas le châtiment que méritent leurs forfaits. Les hautes autorités, finalement, par leur attitude, donnent raison aux juges : elles préfèrent aux pleurs des victimes le maintien d'un système juridique conçu par des hommes blancs pour la suprématie de l'homme blanc ; elles s'auto-félicitent à cette occasion de leur respect de la Loi avec un grand L, et de leur amour de la démocratie quoi qu'il en coûte (aux Noirs). Comment n'est-il pas logique que les Noirs américains se demandent, en retour, si un dialogue avec les Blancs aux U.S.A. peut-être, pour l'instant, de quelque utilité, s'il n'y a pas de tâche plus urgente qui requiert tous leurs soins.

## S'opposer et se compléter

Second argument des antiracistes prêts à condamner Malcolm X au nom de leurs principes : tous les Noirs américains ne sont pas hostiles au dialogue avec les Blancs, certains l'ont pratiqué avec succès, Martin Luther King, par exemple. C'est vrai, mais ce qui ne l'est déjà plus c'est la déduction qu'en tire aussitôt l'opinion occidentale : donc Malcolm X et Martin Luther King sont des adversaires irréductibles, il nous faut choisir entre les deux.

Non, le choix n'est pas possible. Malcolm X s'oppose à Martin Luther King, mais en même temps le complète. Nous ne saisissons toujours pas bien ce genre de réalité parce que notre vieille culture humaniste et bourgeoise nous incite, quand il faut juger les hommes, à les retirer de l'Histoire qui les conditionne et qu'ils contribuent à transformer ; parce que nous les dépouillons du milieu vivant qui est le leur pour les habiller de ces adjectifs qui représentent soi-disant les qualités de l'éternel humain. Malcolm X, Martin Luther King : lequel des deux est le plus réaliste, le plus politique, le plus audacieux, le plus raisonnable, etc.

A ce jeu-là, nous ne tardons pas à déboucher sur l'inépuisable dialogue de sourds évoqué au début de cet article. C'est pourquoi, pour juger Malcolm X, je suggère une autre méthode. Essayons de voir comment les actes de Malcolm et de son antagoniste Martin Luther King ont essayé chacun de répondre aux nécessités du combat que doivent mener les Noirs américains pour être reconnus comme des hommes à part entière.

## Les pasteurs

Le combat de Martin Luther King s'inscrit dans une longue tradition de lutte : celle des pasteurs américains noirs qui depuis le XVII<sup>e</sup> siècle s'acharnent à faire reconnaître la dignité d'hommes de leurs frères de race. Ces hommes ont été d'authentiques anticonformistes. Tenants convaincus et scrupuleux d'une morale religieuse qui dit : « Tu ne tueras pas. Tu ne frapperas pas ton prochain. Rendez à César ce qui est à César. », ils ont surmonté des drames de conscience souvent douloureux à une époque où ils n'étaient pas poussés par la masse ; ils ont renoncé à s'occuper exclusivement du spirituel ; ils se sont engagés dans le temporel, offrant leurs temples pour des réunions de caractère profane, servant de conseillers politiques et syndicaux à des foules analphabètes dans l'impossibilité de promouvoir elles-mêmes leurs propres responsables.

La lutte des pasteurs a porté ses fruits. Grâce à elle les Noirs ont pu sortir des ghettos du Sud où, malgré l'abolition de l'esclavage, ils étaient parqués comme des bêtes. La reconnaissance de leurs droits formels de membres du genre humain a permis à beaucoup d'entre eux de gagner le Nord.

## Races et classes

Mais la lutte n'était pas terminée. Dans le Nord, la ségrégation politique n'existait pas. Il s'y substituait une ségrégation économique aussi féroce mais plus difficile à débusquer. La lutte des pasteurs fondée sur la reconnaissance formelle de la dignité du Noir en tant qu'homme tendit à s'essouffler. Le Noir était un citoyen comme les autres, mais on ne lui procurait que le travail dont ne voulaient pas les ouvriers blancs. En période de récession, il était le premier débauché. Le Noir pouvait habiter où bon lui semblait. Mais si un groupe d'hommes de couleur prenait pied dans un quartier, les Blancs s'empressaient de déménager. La condition du Noir tendait à se confondre avec celle du sous-prolétariat et la lutte des races avec la lutte des classes. Les éléments les plus

conscients du monde noir américain à Harlem et à Rochester commencent à cerner de près cette réalité. Malcolm X est l'un des hommes qui leur a permis d'en arriver là, l'analyse humaniste des pasteurs n'étant plus suffisante.

## Les Black-Muslims

Malcolm X sera la victime pendant sa jeunesse de la situation sous-prolétarienne des Noirs du nord des Etats-Unis. Il deviendra trafiquant de drogues, voleur, il ira en prison. Sa captivité sera pour lui l'occasion de réfléchir sur sa condition. Il se récupérera. Protestant d'origine, il accomplira sa transformation à travers sa conversion à l'Islam. Pour des sous-prolétaires livrés à eux-mêmes, l'Islam, religion régissant à la fois le temporel et le spirituel, apporte un progrès. Les idées malfaites des Black-Muslims (Noirs musulmans) sont les suivantes : ne perdons pas notre temps à mendier aux Blancs des libertés qu'ils ne nous accordent qu'au compte-gouttes, acceptons dans une certaine mesure la ségrégation économique qu'ils imposent et profitons-en pour former une collectivité noire aussi solide, aussi cohérente socialement que la collectivité blanche.

Les Black-Muslims obtiendront des résultats appréciables dans la lutte contre la délinquance juvénile, contre la désagrégation familiale. Mais bientôt, Malcolm X qui fut l'un de leurs dirigeants les plus dynamiques les quittera en raison de divergences théoriques importantes. Pour les Black-Muslims, l'antagonisme entre Noirs et Blancs est un antagonisme irréductible, il doit déboucher sur la guerre sainte. Pour Malcolm X, il n'est qu'un antagonisme tactique devant amener la collectivité noire à négocier, quand elle sera en situation de force suffisante, avec la collectivité blanche. D'autre part, Malcolm X a découvert que, pour faire le poids avec la puissance que constituent les Blancs des U.S.A., les Noirs doivent chercher des alliés à l'extérieur et tout particulièrement parmi ces victimes des grands intérêts yankees que sont leurs frères de race africains et les autres peuples du Tiers Monde. L'islamisme d'un moment débouche sur le socialisme et l'internationalisme (1).

## Les racismes

Voilà où nous en étions dimanche 21 février quand un Noir (supposé appartenir aux Black-Muslims) a assassiné Malcolm X. Peut-on valablement mettre en balance le racisme noir et le racisme blanc ?

Nous nous bornerons à quelques observations :

1. Le racisme blanc américain est fondé sur une exploitation économique.
2. Le racisme noir est le résultat des contradictions d'un mouvement d'émancipation qui se cherche.
3. L'hypothèse (vraie ou fausse) qui veut que les Black-Muslims aient liquidé Malcolm X tendrait à prouver que le racisme noir, à peine né, sent déjà la menace de se trouver dépassé.
4. L'assassinat d'un leader noir américain affirmant sa solidarité au Tiers Monde, quand ont lieu au Vietnam les événements que vous savez, rend surtout service à l'administration Johnson. Et si le crime a été le fait des Black-Muslims, il est certain aujourd'hui que le C.I.A. s'emploie à l'exploiter.

L'écrivain noir, James Baldwin, semble avoir trouvé l'explication-clé de cette affaire en affirmant que : « Malcolm X est mort à cause des hommes qui ont créé la suprématie blanche. »

Jacques Vivien

(1) Pendant un moment, Malcolm X préconisa la formation d'Etats américains purement noirs mais, par la suite, il abandonna cette position la jugeant irréaliste. Malcolm X n'était pas un dogmatique.



# CUBA SOCIALISTE

UN REPORTAGE EXCLUSIF  
DE Harris Puicais

## 3. - La vie politique - le parti unique

### Le Parti communiste cubain : origines, évolution

C'est en 1925 que, parallèlement à la création de la Confédération Nationale Ouvrière de Cuba, fut organisé le Parti communiste de Cuba. Il demeura clandestin jusqu'en 1938, période à laquelle il participa ouvertement à la vie politique, aussi bien dans les assemblées qu'au gouvernement. En 1944, il prit le nom de Parti Socialiste Populaire. Selon l'évolution des « Présidents » cubains, il eut une activité officielle ou clandestine. C'est ainsi qu'en 1952, au moment du coup d'Etat de Batista, il fut autorisé et que son journal « Hoy » put paraître. Des membres du parti furent même ministres de Batista. Mais le jour même de l'attaque de Castro contre la caserne Moncada à Santiago, le 26 juillet 1953, le parti fut à nouveau interdit et passa dans l'illégalité.

Ses rapports avec Fidel Castro ont été variables. Il est vrai que le P.S.P. n'avait pas approuvé, en son début, l'action militaire du débarquement de Fidel et qu'il préférait la méthode plus classique de la grève générale. Il est vrai que le P.S.P. n'était pas non plus partisan de la grève du 9 avril décrétée par Castro pour mobiliser le peuple et abattre le régime de Batista. Cette grève échoua et aujourd'hui encore certains recherchent la part de responsabilité prise par le P.C. dans cet échec.

Mais, depuis la création du Front National Uni, avant le triomphe de la révolution jusqu'à la création du Parti Uni de la Révolution Socialiste, le Parti communiste s'est intégré à la révolution cubaine. Cela ne va pas toujours sans heurts. Non seulement avec Castro mais aussi, à l'intérieur, entre les anciens dirigeants du parti. Et c'est en fonction de ces conflits internes que se définit aujourd'hui la vie politique cubaine.

Il faut construire maintenant les bases constitutionnelles et politiques de Cuba. Sur ce point, les conceptions de Castro et celles du P.C. divergent. De leur affrontement va dépendre l'avenir de Cuba.

Néanmoins, je voudrais ici donner mon opinion personnelle. Je ne pense pas que Castro aurait pu, avec seulement l'appui des paysans et des étudiants, renverser le régime de Batista. S'il n'avait pas eu le soutien de la classe ouvrière, même incomplet, imparfait et freiné, il n'aurait pas pu vaincre.

La formation antérieure de cette classe ouvrière, ses luttes passées, son organisation syndicale, sa conscience de classe étaient nécessaires pour apporter l'appui populaire des villes cubaines et plus particulièrement de La Havane. Et ceci est à porter au crédit des communistes cubains.

Dans cette lutte, il est exact que les militants ouvriers du P.S.P. ont apporté plus d'élan et de conviction que leurs dirigeants. Ceux-ci en étaient encore à « analyser » que les premiers « participaient ». L'explication de ce décalage fera encore couler beaucoup d'encre.

Pour ma part, cette controverse m'apparaît dépassée par le fait positif, pour le socialisme cubain, qu'une classe ouvrière organisée et consciente ait pu ajouter son action de masse à la lutte populaire armée, partie de la Sierra avec Castro et appuyée sur la légende du libérateur José Martí.

### Fidel Castro : sa politique...

Né en 1926, origine très bourgeoise, éducation catholique, militant étudiant, adhérent du Parti Orthodoxe (bourgeois libéraux). Non communiste. Sa conception de la révolte armée pour libérer Cuba inspira toutes ses actions, depuis l'attaque de Moncada jusqu'à la Sierra.

Politiquement, le Mouvement du 26 Juillet, né de son combat, était composé d'hommes de droite et de gauche, jeunes presque tous, étudiants, jeunes libéraux d'origine bourgeoise pour la plupart, jeunes paysans et ouvriers venus à l'action directe.

Castro, au fur et à mesure de l'évo-

lution de son combat en conçut les principes. Cet empirisme politique lui permit certainement d'assurer sa victoire.

Fils de bourgeois et de gros propriétaires, gendre et beau-frère de ministres de Batista, avocat, il ne faisait pas peur à la bourgeoisie libérale cubaine qui, soutenant sa lutte, pensait pouvoir le contrôler, la victoire obtenue.

Il s'appuya sur les paysans pour commencer son action militaire et comprit alors la nécessité d'une réelle réforme agraire.

Après le 9 avril, il reconnut la nécessité pour vaincre de créer les conditions d'une lutte populaire de masse et accepta la création du Front National Uni.

Une fois au pouvoir, sa double conception d'un nationalisme cubain fidèle aux thèses communistes du marxisme l'amena à refuser tout retour à un régime qui détruirait la force vive de la révolution.

Ses nouveaux adversaires étaient ceux qui voulaient « trahir » l'esprit de la révolution, aussi bien du côté de la bourgeoisie qui se voyait revivre comme avant, une fois digérés les « mots » de la révolution, que du côté des « politiques » qui installaient leurs appareils et leurs hommes pour mieux tenir le pouvoir et préparer leur gouvernement.

### ... ses discours...

On a beaucoup écrit à ce jour sur les discours de Castro. Et celui que j'ai entendu répondait bien aux deux remarques :

— celle du didactisme,

— celle de la « démocratie directe ».

Il est vrai que le langage imagé, répété, martelé, qui explique, réexplique et rend de plus en plus claire la pensée correspond à la foule (cubaine ou autre). Des formules simples valent mieux que des idées confuses. Et lorsqu'elles sont dites avec le talent de tribun de Castro, elles marquent profondément l'auditoire, elles le mobilisent pour l'action politique choisie.

Les 500.000 Cubains que j'ai vus le 2 janvier écouter Castro, venaient assister à la « cérémonie », voir leur idole, prendre conscience de leur solidarité, de leur force, mais aussi apprendre à réfléchir, ce jour-là, sur... « l'avantage de vivre à La Havane et les exigences que cela impose, les méfaits du bureaucratisme qu'il ne faut pas confondre avec l'administration, les limites de la Sécurité sociale, la

nécessité du développement de l'agriculture... »

A leur enthousiasme, à leur joie s'ajoutaient, quand ils repartaient, une leçon, une réflexion que les journaux et les conversations développaient les jours suivants. Une prise de conscience des problèmes de leur pays.

Castro sait bien qu'il peut maintenant faire des discours moins longs, qu'on lit plus et mieux, qu'on discute davantage, et que se termine la période de « galvanisation ». Il faut maintenant encore expliquer et convaincre, mais il faudra bientôt avoir d'autres rouages entre le gouvernement et le peuple.

Le parti en est un. Nous l'analyserons aujourd'hui.

Les institutions en sont un autre. Castro ne devra plus tarder à installer à l'échelon local une représentation démocratique, première étape vers une assemblée librement élue.

La franchise, l'honnêteté, la sincérité, l'intelligence avec lesquels il aura préparé cette évolution resteront à son crédit.

Ce révolutionnaire honnête mérite que son pays devienne l'exemple sans restriction d'un socialisme libre.

### ... sa venue au socialisme

Entre deux courants, Castro eut à faire face à l'inintelligence des U.S.A. et à l'appui providentiel de l'U.R.S.S. Contre le blocus des premiers, il ne pouvait qu'accepter l'aide du second. Le sort de la révolution cubaine passait par ce choix. Il le fit. Persuadé, désormais, que le seul moyen de survie pour cette révolution était qu'elle s'établisse selon les normes d'une société socialiste, pensée selon les principes du marxisme et du léninisme, mais réalisée en fonction de l'originalité fondamentale du peuple cubain.

Conservé cette originalité, éviter qu'elle ne soit dominée par un esprit « d'appareil », permettre ainsi le maintien des libertés fondamentales, construire un socialisme qui ne soit en rien une copie d'autres expériences... voilà la tâche actuelle de Castro et des dirigeants cubains.

### Le Parti Uni de la Révolution Socialiste : création, luttes internes

Ce parti s'est formé par l'intégration de trois forces révolutionnaires : le Parti Socialiste Populaire, le Mou-

vement du 26 Juillet, le Directoire du 13 Mars.

En ce qui concerne ce dernier mouvement, né de la lutte armée contre Batista, il recrute surtout parmi les étudiants qui prirent le maquis dans l'Escambray, il est plus près des hommes du 26 Juillet que des anciens communistes.

Ces trois mouvements, d'abord réunis au sein des O.R.I. (organisations révolutionnaires intégrées), forment maintenant le P.U.R.S.

Il faut dire que la cohabitation n'est pas très facile. Entre les jeunes, qui « ont fait la Sierra », et les plus vieux, qui ont 20 ou 25 ans de passé communiste, demeurent des antagonismes. Il serait vain de le nier. La création du parti unique est donc de toute première importance. Il doit être « une école de révolutionnaires » et il doit diriger la politique du pays.

Comment a-t-il évolué depuis sa création en 1961 ? Où en est-il de sa formation ?

C'est ce qui intéresse tous les observateurs politiques. Ceux-ci constatent que, peu à peu, Castro procède à l'élimination de leaders communistes importants. Ce fut d'abord le cas d'Annibal Escalante, qui organisait les O.R.I. selon les plus chères méthodes staliniennes ou thozéniennes, et ne concevait l'administration cubaine que dirigée, contrôlée et surveillée par les membres communistes du parti. Cette conception et ses conséquences furent dénoncées par de nombreux membres non communistes du parti et Castro fit procéder à l'exclusion, de la Direction nationale, du trop zélé Escalante. Ce fut ensuite le procès de Carlos Martínez, l'an passé, dont les séquelles ne sont pas encore effacées et où il semble que toute la lumière n'ait pas encore été faite (Claude Jullien, dans un reportage qui ne devrait pas tarder à paraître dans « Le Monde », apportera sur ce procès et ses suites des renseignements extrêmement importants). Il y a quelques jours, c'est Carlos Rafael Rodríguez, directeur de l'Institut de la réforme agraire (INRA), ancien dirigeant du P.S.P., qui a été démis de ses fonctions. Là encore, l'organisation politique tendait à se séparer de la conception du gouvernement.

La lutte d'influence passe, en effet, par ces deux pôles de direction : le gouvernement, presque exclusivement composé de membres non anciens communistes, et la Direction natio-



Dialogue avec 500.000 socialistes.

(Photo Tribune.)

nale du parti, où se retrouvent douze anciens membres du Mouvement du 26 Juillet, dix anciens P.S.P. et deux du Directoire du 13 Mars.

Il semble que très bientôt une nouvelle « affaire » doit éclater publiquement. Elle serait de « haute trahison » et concernerait Joachim Ordoqui, ancien dirigeant du P.S.P., arrêté et relâché par Batista, le jour de l'attaque de la caserne de Moncada.

Bien entendu, tous les dirigeants cubains vous diront qu'il n'y a aucun problème, qu'ils sont tous communistes et qu'aucun motif politique ne doit être trouvé à ces exclusions, mises à l'écart ou procès.

Quelle que soit notre amitié pour eux, nous leur dirons que nous n'en croyons rien.

Dans le silence de la vie interne du parti, la lutte existe entre les deux tendances, entre les deux catégories d'hommes qui l'animent.

Et je repense, en disant cela, à Blas Roca (secrétaire national du P.U.R.S. avec, entre autres, Fidel et Raoul Castro), directeur de « Hoy », auteur du livre de base des Ecoles d'Instruction révolutionnaire, paru en 1961, et intitulé « Les fondements du socialisme à Cuba ». L'ancien secrétaire du P.S.P. ne nous a pas caché, dans un entretien fort détendu, que des discussions avaient lieu et que le parti continuait à s'organiser pour pouvoir, nous dit-il, « être l'élément directeur de la politique socialiste à Cuba ».

J'avais noté cette formule. Elle a son importance. Que Blas Roca, demain, se trouve écarté à son tour de son poste politique (il est aujourd'hui, nous a-t-on dit, beaucoup plus directeur honoraire qu'effectif de « Hoy »), que le gouvernement ne change point, que des procès s'ouvrent au grand jour et disent tout ce qui se murmure..., on peut être sûr que toutes ces constatations politiques tourneront autour du fait de savoir qui gardera le plus d'influence au sein du P.U.R.S.

Certes, ce sont des débats entre « communistes », mais ils intéressent non seulement Cuba mais les socialistes du monde entier.

Pourquoi ? Parce que, pour la première fois dans le monde, une révolution socialiste s'est faite par des forces populaires non dirigées par le P.C., et que celui-ci doit s'intégrer à elles pour construire le parti d'avant-garde du régime socialiste.

Pour la première fois, c'est le P.C. qui s'unit à des forces égales ou supérieures à lui. Il n'est pas le « maître », il n'absorbe pas les autres forces complémentaires. Il ne peut faire autrement que s'intégrer.

De la manière dont s'organisera ce parti unique, des décisions qu'il prendra, des orientations qu'il définira, sur le plan politique, économique ou intellectuel, dépendront non seulement l'existence à Cuba d'un socialisme original, mais le développement dans toute l'Amérique latine, des mouvements de lutte pour l'indépendance des peuples sous tutelle américaine.

Bien plus, mais nous y reviendrons, c'est l'Afrique et même l'Europe qui auront à tirer les leçons de ce « débat politique ».

## Les écoles d'instruction révolutionnaire

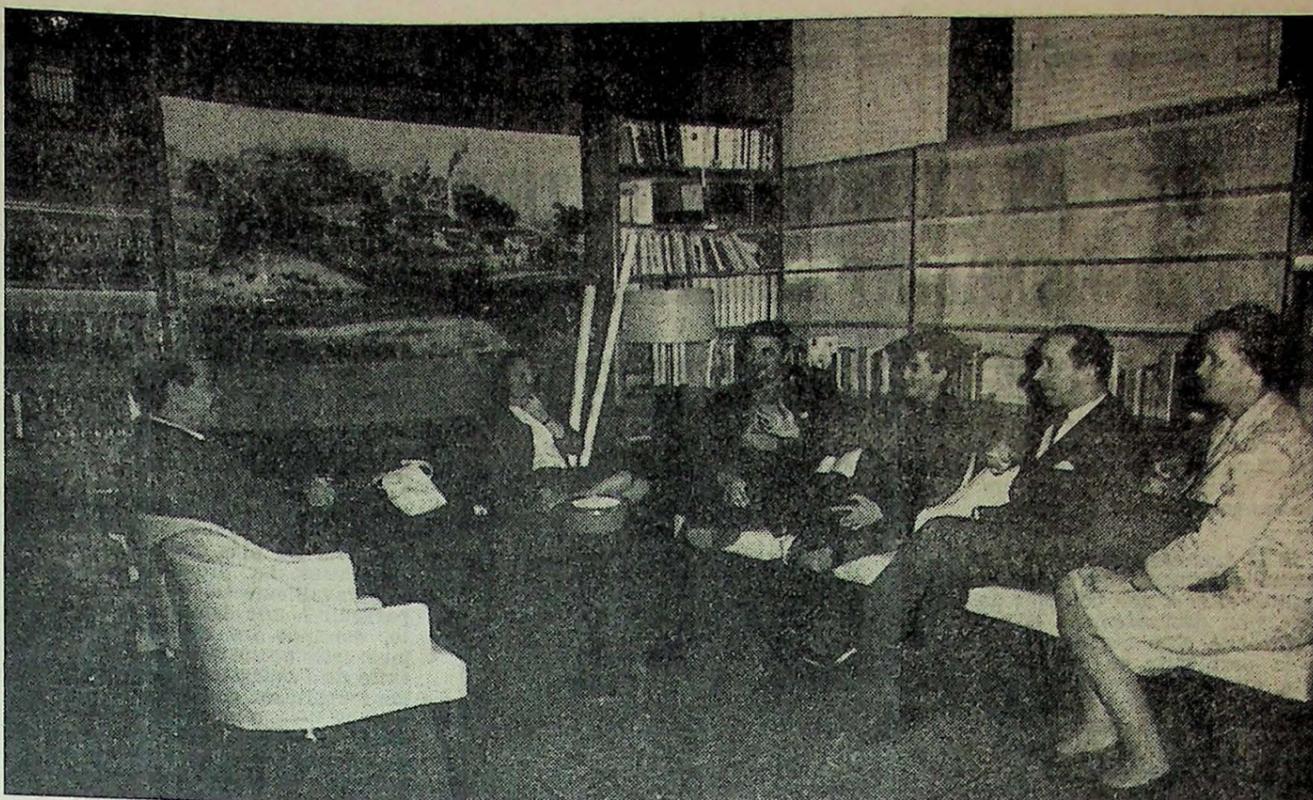
Les E.I.R. fonctionnent à Cuba depuis 1961. Elles ont pour tâche de « former l'idéologie des révolutionnaires et, par eux, celle du peuple ».

Leur conception, leur programme, leur méthode sont directement inspirés des écoles de formation des partis communistes telles que nous les connaissons.

Elles sont réparties en école nationale du Parti dont les stages durent deux ans ; en écoles provinciales (10 mois 1/2) ; en école de base ou régionales (internats ou cours du soir avec une durée de 10 mois 1/2 ou de 5 mois). Il y a également des écoles pour les organisations de masse (syndicats, par exemple). Toutes dépendent du Parti.

A leur programme figure l'étude du marxisme-léninisme, de l'économie politique, du matérialisme historique et dialectique... selon les manuels traduits du russe.

On y apprend également « le processus de la Révolution cubaine ; l'interprétation philosophique du matérialisme dialectique dans la société cubaine ; la politique économique de Cuba... ».



Blas Roca, membre du secrétariat national du P.U.R.S. Directeur du journal Hoy, en conversation dans son bureau avec Huguette Faget (à gauche), de Témoignage chrétien, Claude Julien, du Monde, et Harris Puisais.

Les cours s'efforcent en effet de trouver le lien entre la théorie marxiste et la pratique de la Révolution cubaine.

« Le Marxisme, dit Fidel Castro, est certainement la science la plus complexe et la plus difficile à enseigner ». Il reconnaît que les livres soviétiques ne sont pas tous excellents et il souhaite que très bientôt les Cubains puissent avoir « leurs » livres.

Les E.I.R. donnent également, le plus souvent, un complément de formation professionnelle et technologique (étude du sol, de l'élevage...).

C'est ainsi que chaque école assure, en même temps que les cours politiques, des cours pour élever le niveau culturel des stagiaires et les études techniques concernent, soit la production agricole, soit la production industrielle (environ 30 % de théorie marxiste et 70 % d'études techniques).

Il y a en tout à Cuba 284 écoles d'instruction révolutionnaire. Tous les membres du Parti doivent y effectuer un stage.

De 1963 à 1964, 14.000 militants ont fait des stages dans les E.I.R. Parmi eux, plus de 4.000 ont, au cours du stage, passé leur examen du 6<sup>e</sup> degré (équivalent du Certificat d'études en France).

En 1965, en Orient, on prévoit la venue de 1.115 ouvriers agricoles de la Sierra Maestra.

On peut estimer que le nombre de militants ayant suivi les cours depuis 1961 est le suivant :

1961	18.941
1962	36.400
1963	31.695
1964	22.714
Soit en tout	109.750

Pour être stagiaire dans les E.I.R. il faut, soit appartenir au Parti ou aux Jeunesses, soit avoir été désigné comme un travailleur exemplaire par ses camarades de travail (syndicats, milices, organisations de masse), soit avoir été « distingué » dans le cadre de son travail pour venir parfaire sa formation, bien que n'étant pas membre du Parti.

A ce sujet, je précise qu'on n'entre pas facilement au Parti ; il faut être accepté et cela ne se fait qu'après une longue période probatoire et un examen minutieux de chaque demande. Le P.U.R.S. est un parti d'avant-garde qui accueille les meilleurs ouvriers et paysans, ceux qui font la preuve de leur conscience politique, ceux qui semblent avoir les

meilleures qualités pour être de bons militants et de bons travailleurs. Blas Roca, directeur de « Hoy », nous a dit estimer à 50.000 les effectifs du P.U.R.S. et à 40.000 ceux des Jeunesses.

Pour 1965, les tâches fixées aux E.I.R. ont été les suivantes :

— Elever la qualité de la formation théorique, idéologique, culturelle et technique des cadres et des écoles.

— Créer une conscience de lutte contre le bureaucratisme.

— Contribuer à une impulsion de la révolution technique, tâche primordiale de l'économie cubaine.

A l'échelon national, les E.I.R. permettent la création de Commissions spécialisées en plusieurs domaines : économique, historique, méthodologique, philosophique.

La Commission historique, par exemple, prépare cette année divers travaux :

— chronologie des faits politiques de 1952 à 1965 ;

— l'histoire du Parti communiste à Cuba ;

— l'histoire du Mouvement du 26 juillet ;

— sur la constitution de la Confédération des Travailleurs Cubains depuis 1958.

On envisage de créer également un Institut Supérieur de Marxisme-Léninisme, conçu selon les critères de Moscou.

Bien entendu, les meilleurs éléments de chaque stage sont sélectionnés pour participer aux écoles supérieures. Ils deviennent alors ou professeurs dans les écoles ou cadres permanents du Parti... Quelques-uns vont même se perfectionner à Pékin et à Moscou (stages de trois ans).

L'Ecole de l'Orient que j'ai visitée est située au bord de la mer. On y accède de Santiago par une route de carrières peu carrossable. Heureusement, la jeep russe du directeur de l'école passe partout.

En Orient, il y a une école provinciale (10 mois de stage), 16 écoles régionales (1 an de stage), 30 écoles du soir.

Le directeur de l'école provinciale est un ancien capitaine des maquis. Il est rond et jovial. Marié et père d'un enfant. Il est heureux de son travail.

Avec lui, nous faisons connaissance des 135 stagiaires réunis ici pour un an. Il y a 133 hommes et deux femmes. Parmi eux, il y a quatre paysans, le reste étant des ouvriers.

En 1964	22.714 stagiaires	Dans les E. I. R.	
Ecoles provinciales du Parti		879	
Ecoles provinciales des Jeunesses		610	
Ecoles de base : internat		5.219	
Ecoles de base : cours du soir		13.881	
Ecole nationale		2.125	
		22.714	
Ouvriers de l'industrie		5.064	22,3 %
Ouvriers agricoles		4.938	21,7 %
Autres emplois		3.441	15,1 %
Paysans		2.109	9,3 %
Répartis en :			
18.290 hommes	: 80,5 % ;		
4.424 femmes	: 19,5 %.		
	6.255 étaient membres du Parti ;		
	3.582 étaient membres des Jeunesses.		

Seulement trois ne sont pas membres du Parti. Leur âge moyen est de 35 ans.

Ils logent dans des bâtiments trop petits et trop étouffants, couchent sur des lits de bois, mais ont leur restaurant en bordure de mer. Le repas y est frugal. Ils ont droit à quatre jours de congé par mois. Leur salaire continue à leur être payé. Ils en reversent 40 % à l'école.

En plus des cours traditionnels, j'ai oublié de dire qu'un grand nombre de conférences étaient données par les professeurs, les responsables du parti, les fonctionnaires, les ministres même (sur les syndicats, les expériences de productivité agricole, la Révolution en Chine, en Russie ; les organismes de masse à Cuba...). 46 conférences sont prévues pour le stage d'un an entrecoupé par la récolte de canne à sucre pour laquelle, bien entendu, tous les stagiaires sont volontaires.

Il m'a semblé que la discipline était sévère (file d'attente, silence dans les rangs et à table...).

L'école est placée sous le contrôle d'un Conseil de direction formé du directeur, des professeurs et de représentants des élèves, élus en assemblée générale. C'est ce conseil qui veille à l'ordre et à la discipline. L'autocritique est prévue à l'article 14 du règlement. Les sanctions pour indiscipline étant : 1) admonestation privée ; 2) critique publique ; 3) mise en congé ; 4) expulsion.

L'article 24 prévoit qu'on ne saurait tolérer d'intrigue amoureuse entre élèves ou entre professeurs et élèves. La sanction étant non le mariage, mais l'exclusion de l'école.

Tout cela semble bien sévère, mais le directeur nous a rassurés. Le règlement est sacré. Mais la compréhension et l'amitié sont une loi meilleure.

Une anecdote pour terminer.

Ayant eu à saluer nos camarades cubains, j'ai prononcé au nom du P.S.U. un court discours pour leur dire notre solidarité et notre amitié. Parmi les questions posées, et elles le furent à plusieurs reprises au cours de ce voyage, citons celles-ci : « Pourquoi y a-t-il plusieurs partis de gauche en France ? La gauche peut-elle prendre le pouvoir en France ? Le fera-t-elle par une révolution armée ? L'importance du P.C. français ? (surestimée le plus souvent par on ne sait quelle propagande exagérée). On m'a souvent parlé de un million de militants. Quant à « L'Humanité », les Cubains pensent qu'il est le journal français le plus lu et qu'il tire à plus d'un million d'exemplaires.

Il existe également à Cuba, mais je ne les ai pas vues, des écoles de formation pour stagiaires venant d'Amérique latine ou d'Afrique. J'ai rencontré quelques-uns d'entre eux. Il y en avait qui revenaient de l'Université Lumumba de Moscou. Le moins que je puisse dire, c'est qu'ils étaient réservés dans leurs jugements sur l'U.R.S.S. et qu'ils étaient satisfaits de Cuba.

H. P.

La semaine prochaine :

L'économie cubaine.  
Le commerce extérieur.  
Le problème de la vente de la canne à sucre.

# CONTRE-PLAN ET DÉMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Au début du mois de février, s'est tenu à Lyon un colloque d'Action laïque. Notre camarade M. Pierre, secrétaire fédéral de la Loire, est intervenu pour préciser le lien étroit existant entre la politique économique du pays et une réforme valable de l'Enseignement.

Notre Parti est profondément attaché à une véritable démocratisation de l'Enseignement. L'analyse faite par notre camarade nous a semblé devoir être connue de nos lecteurs. Nous souhaiterions qu'un échange d'idées puisse se faire sur ce sujet.

Si la grandeur d'un Etat peut être superficiellement liée à des victoires militaires et à une politique de prestige, plus profondément, la valeur et l'efficacité d'un régime se mesurent à la part faite au citoyen dans la cité, au travailleur dans l'entreprise, à la place réservée à l'école et à l'Université dans la nation.

Le système d'enseignement est à l'image de la société qui le conçoit, et il est vain de parler réforme de l'enseignement si on ne précise pas le contexte économique et social qui lui donnera son sens : la démocratisation de l'enseignement n'est qu'un mot, et une mystification, si on ne l'insère pas dans une démocratisation de l'économie, de la vie sociale et des mœurs politiques.

L'organisation actuelle de l'enseignement est le résultat d'une longue évolution qui, de la Révolution à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a suivi l'accès de la bourgeoisie au pouvoir — bourgeoisie libérale, qui a favorisé une certaine instruction des enfants du peuple, mais s'est toujours refusée à une véritable éducation populaire, parce qu'elle craignait qu'elle ne soit éducation révolutionnaire...

Mais le monde est en devenir, et les structures mises en place au siècle dernier n'étaient pas adaptées à l'évolution des techniques, ni aux besoins de l'économie ; le capitalisme moderne a besoin de techniciens, d'ingénieurs, et les enseignements secondaire et supérieur ne peuvent plus être réservés à une élite sociale : progressivement, le second degré est devenu un enseignement de masse, et les Facultés de demain devront ouvrir leurs portes aux fils d'ouvriers et de paysans.

## Des mesures transitoires

Cette transformation profonde des besoins aurait dû provoquer une transformation profonde des structures, des méthodes et des programmes : on s'est contenté de ne pas voir le problème, ou de prendre des mesures transitoires de replâtrage, qui donnaient une bonne conscience aux ministres de l'Education nationale, mais laissaient le problème entier. Aujourd'hui, le décalage est tel entre « ce qui est » et « ce qui devrait être » qu'il est devenu évident pour tous qu'il y a inadéquation du système actuel, et qu'il faut opérer une véritable révolution dans notre enseignement. Face à cette crise, le gouvernement propose des réformes, il tâtonne, il hésite ; mais il apparaît incapable de résoudre d'une manière globale la crise actuelle : ses objectifs restent imprécis, et il ne parvient jamais à donner à ses projets de réformes les moyens de les réaliser ; il fixe l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, en prévoit l'application pour 1967, puis pour 1970... Il n'arrive pas à satisfaire les besoins en classes maternelles (où la moyenne d'élèves par classe est encore de soixante élèves dans le Rhône) ; il supprime des classes dans le primaire, pour pouvoir en créer dans les C.E.G., etc. En fait, il n'ose pas s'attaquer aux droits et privilèges de certains groupes sociaux, et sans doute aussi se rend-il compte qu'une évolution trop profonde dans le sens d'une transformation réelle des structures de l'Education nationale risquerait de créer un mouvement irréversible vers une transformation profonde de la société. Nous assistons donc aujourd'hui, de la part du gouvernement, à une série de tentatives technocratiques de réorganisation de l'éducation, avec le double souci de l'adapter aux besoins de l'économie, mais aussi de respecter les privilèges de la bourgeoisie dans la vie économique et politique du pays.

Face à cette crise profonde, et face aux velléités de réforme du gouvernement, il ne s'agit plus seulement de dénoncer les carences matérielles de l'école, ni de proclamer la grande

misère de l'Université ; il ne s'agit plus de défendre l'école d'hier, liée aux exigences de la démocratie bourgeoise, mais de combattre pour une école qui crée les conditions d'une évolution vers une démocratisation réelle de la vie de la nation. C'est dans cette perspective que les forces populaires et laïques doivent opposer au régime et proposer au pays un plan de démocratisation de l'enseignement. Une réforme ne prend son sens que par rapport à l'ensemble, et par rapport aux perspectives sur lesquelles elle débouche ; c'est pourquoi

surer un contact permanent entre l'Université et les organismes de planification démocratique. Cette gestion démocratique permettrait une vie autonome de ces conseils au niveau de l'Académie (ce qui impliquerait que les recteurs soient élus, par exemple, et non nommés par le pouvoir central), et assurerait l'autonomie et l'indépendance du Service national de l'Enseignement, par rapport au pouvoir politique.

— Au niveau du recrutement : nous devons dénoncer le mythe entretenu par les classes dirigeantes, d'un enseignement qui serait démocratique, sous prétexte qu'il permet la promotion d'un très faible pourcentage des éléments les plus doués des couches populaires. La promotion collective des travailleurs est le seul moyen de parvenir à une démocratisation réelle, donnant les mêmes chances à tous : cette perspective implique la gratuité de l'enseignement — tant pour les fournitures que pour le transport scolaire — ainsi que l'institution d'une allocation familiale spécifique (jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et au-delà, d'une allocation d'études pour tous, assortie d'un contrôle quant au travail fourni).

— Au niveau du développement

durant toute son existence), par un programme plus axé sur la formation de l'esprit et le développement des aptitudes ; dans cette perspective, il faudrait éliminer le privilège accordé à l'intelligence verbale (privilège lié à une certaine forme de culture bourgeoise, et admettre que l'intelligence pratique et manuelle n'est pas une forme sous-développée de l'activité humaine.

— Au niveau de ce qu'on appelle aujourd'hui le premier cycle de l'enseignement secondaire (de la sixième à la troisième), on doit constater que le recrutement des lycées et des C.E.G. fausse dès le départ l'orientation des élèves, dans le sens d'une ségrégation de classe ; seule, et c'est une des idées-forces du plan Langevin-Wallon, la création d'un tronc commun de onze à quinze ans permettrait une orientation :

— démocratique (puisque'il éviterait la ségrégation actuelle) ;

— permanente (puisque'il réserverait des possibilités de passage d'une section dans l'autre).

L'issue de ce cycle commun doit comporter une véritable orientation :

— soit vers des études théoriques orientées vers l'enseignement supérieur (Facultés de lettres, sciences, droit, etc., ou Instituts techniques de formation professionnelle) ;

— soit vers des études techniques préparatoires à la vie professionnelle : en ce sens, il faut dénoncer les projets actuels du ministère, qui prévoient que les enfants des classes terminales des C.E.S. seront — sauf à de très rares exceptions près — directement propulsés dans le métier, sans préparation préalable. Il faut mettre les C.E.T. en état d'absorber la totalité des enfants qu'on ne peut orienter vers les lycées classiques modernes ou techniques ; à ce niveau d'orientation, le problème est important ; il s'agit de savoir :

— si on charge le patronat de former ses ouvriers — soit sur le tas (et on sait ce que cette solution peut avoir de monstrueux — soit dans le cadre d'un enseignement organisé par les entreprises (et on sait ce que cette solution peut avoir de dangereux) ;

— ou si le pouvoir, refusant cette emprise du capitalisme, demande à l'Education nationale d'assurer la formation du travailleur et du citoyen.

— Au niveau du supérieur, les éléments de base de la démocratisation seraient au nombre de trois :

— création d'allocations d'études ;

— décentralisation de l'Université ;

— création de trois cycles d'études de deux ans chacun :

— le premier permettant l'orientation des étudiants (vers le deuxième cycle ou les Instituts de formation technique ou pédagogique) ;

— le second préparant à la licence et à la formation des professeurs enseignant dans le secondaire ;

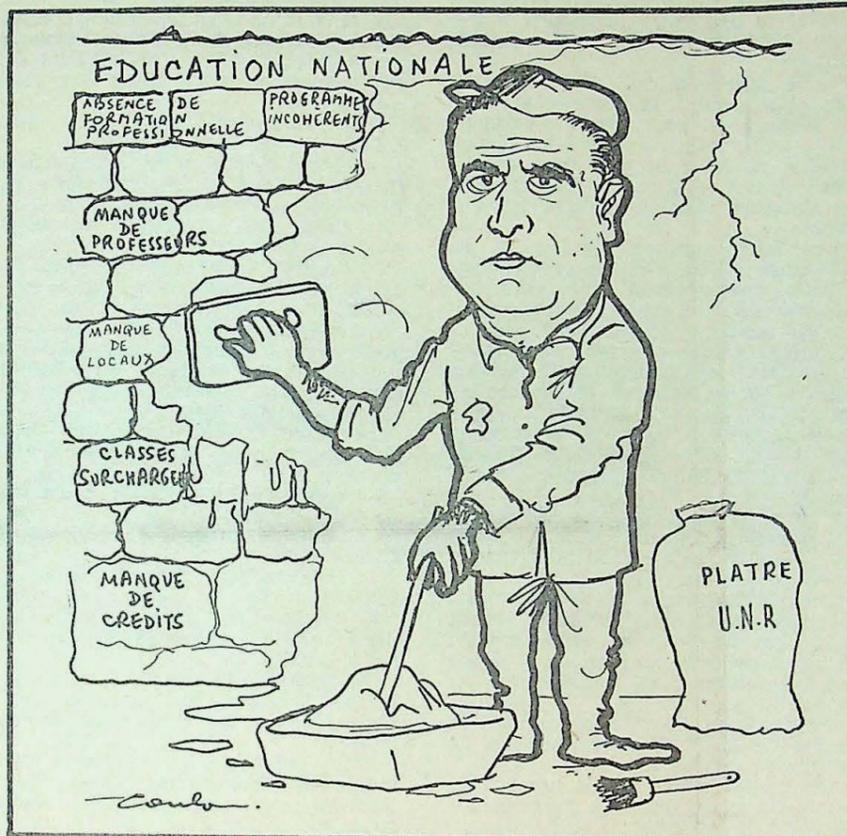
— le troisième cycle assurant la recherche et la formation des professeurs de l'enseignement supérieur.

Ces problèmes de l'enseignement supérieur sont importants, car ils conditionnent, en fait, toute la démocratisation de l'enseignement à tous les degrés, dans la mesure où il forme les enseignants et les cadres de la société de demain.

Il est évident que, parallèlement à ces éléments de contre-plan sur le plan des structures, un effort de construction doit être entrepris, des écoles primaires, où trop de classes dépassent encore trente-cinq élèves, alors qu'aucun effectif ne devrait aller au-delà de vingt-cinq, à l'enseignement technique et à l'Université.

## Un contre-projet

Mais les réformes de structure et les constructions ne seront efficaces que par la qualification des maîtres à tous les degrés : il ne servirait à rien, en effet, de donner de nouvelles structures et de nouvelles classes, si on ne donnait aux enfants des maîtres hautement qualifiés — et rémunérés en conséquence. Nous devons donc opposer au projet gouvernemental (qui aurait pour conséquence inévitable l'abaissement des études et la dégradation de la fonction enseignante) un contre-projet revendiquant pour les maîtres de tous les degrés — y compris ceux du supérieur — une formation culturelle, mais aussi pédagogique les mettant en mesure d'assurer leur fonction avec le maximum



La réforme de l'enseignement : un « replâtrage » et un beau gâchis...

il est nécessaire d'élaborer un plan qui ait à la fois une cohérence interne, des objectifs précis, et qui définisse les moyens à mettre en œuvre pour sa réalisation. Il ne s'agit pas, ici, de présenter une étude détaillée d'un tel contre-plan, mais de dégager les lignes de force qui devraient lui servir de base, c'est-à-dire :

- de définir les principes d'une véritable démocratisation ;
- d'esquisser les nouvelles structures à mettre en place ;
- de préciser les moyens nécessaires pour que ces réformes se réalisent.

## Le principe de la laïcité

Le plan à opposer aux réformes gouvernementales doit évidemment reposer sur le principe de la laïcité — ce qui implique l'abrogation des lois antilaïques, et la nationalisation de l'enseignement — thèmes que nous ne développerons pas, puisqu'ils ont été développés au cours d'autres interventions. Il doit aussi préciser ce que doit être une véritable démocratisation — et ce, à trois niveaux :

— Au niveau de la gestion : des conseils tripartites, comprenant des membres de l'Administration, des enseignants, des étudiants ou des parents d'élèves, assureraient la gestion de l'Université ; ces conseils participeraient aux comités régionaux du plan, et seraient représentés dans les instances nationales du Plan. Cette double liaison permettrait d'as-

maximum de la personnalité et des aptitudes de chacun, ce qui nous interdit un nivellement au niveau de la médiocrité, et ce qui nous impose une action en faveur de tous (des plus doués aux moins doués et aux handicapés physiques et mentaux), et en faveur de toutes les activités (des sports aux loisirs et activités culturelles).

## Un certain nombre de réformes

Défini dans ses principes, le plan de démocratisation doit préciser un certain nombre de réformes au niveau des structures :

— un effort peut être fait rapidement, dès le plus jeune âge ; une articulation plus adaptée des écoles maternelles au cours préparatoire, visant à mieux assurer la continuité dans l'apprentissage des mécanismes de base, la création de classes de rattrapage devraient permettre de diminuer le pourcentage d'enfants qui s'adaptent mal à l'enseignement primaire actuel et sont ainsi condamnés à rester en dehors du secondaire. Ajoutons que ces mesures devraient être complétées au niveau des méthodes et des programmes : il faudrait instaurer des méthodes faisant plus appel à la spontanéité et aux intérêts naturels des enfants, et remplacer nos programmes encyclopédiques (qui se justifiaient lorsque l'enseignement primaire devait fournir la totalité des connaissances que l'enfant devait utiliser

d'efficacité. Il ne servirait à rien de changer les étiquettes des établissements (les classes de sixième à troisième de lycée en C.E.S., par exemple), si ce changement cachait le remplacement d'un personnel qualifié (minimum licence), par un personnel moins qualifié (recrutement niveau baccalauréat). De même, la licence obtenue en deux ans après le bac et donnant le titre de professeur du second degré, serait un véritable sabotage de la démocratisation de l'enseignement.

Des mesures transitoires peuvent être prises rapidement dans le sens d'une qualification valable, comme, par exemple, l'augmentation de la capacité des E.N. et des I.P.E.S. pour que ces établissements puissent assurer la formation des maîtres de tous ordres d'enseignement, dans des conditions permettant de faire face aux besoins.

Toutes ces mesures, qui conditionnent une véritable démocratisation de l'enseignement, auraient évidemment des incidences financières considérables; aussi, toute réforme qui ne s'intégrerait pas dans un plan d'ensemble lui donnant les moyens de se réaliser, ne serait qu'une mystification; une véritable réforme de l'enseignement ne sera efficace que si elle s'intègre dans une économie qui lui donnera les moyens nécessaires. C'est dire qu'il est vain de s'opposer à la réforme Fouchet, si on ne propose à la fois un contre-projet de l'enseignement, et un contre-plan économique lui donnant les moyens de se réaliser, et mettant en cause, à travers les choix économiques, sociaux et politiques, les structures mêmes du régime.

Pour avoir les crédits nécessaires, un certain nombre de choix du V<sup>e</sup> Plan doivent être remis en cause :

— Au niveau des choix politiques : priorité doit être donnée à l'Education nationale, avec abandon complet des dépenses de « force de frappe » pour lesquelles le projet gouvernemental du V<sup>e</sup> Plan prévoit une augmentation substantielle. Dans ce domaine, le coût de la force de frappe étant de 3.000 milliards, il serait possible de faire une économie de 1.500 milliards, soit de 50 %, en réservant les 1.500 milliards restants aux recherches concernant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ajoutons qu'il serait également possible d'opérer un transfert de crédits de la recherche militaire au C.N.R.S. (les premiers étant cent fois plus importants que ceux affectés à la recherche), ce qui permettrait de lui donner des ressources dignes d'une grande nation (alors qu'aujourd'hui la part du budget affectée à la recherche scientifique est inférieure de moitié à celles des autres pays industrialisés...).

— Au niveau des choix économiques : une croissance plus rapide de la production — de 5 % à 5,5 % — représenterait une augmentation de plusieurs centaines de milliards par ans.

— Au niveau des choix sociaux : la compression de certaines catégories de revenus (profits des sociétés, revenus dus à la spéculation, etc.) réallierait des économies substantielles, susceptibles d'être employées à l'effort de démocratisation de l'enseignement.

### Un transfert de responsabilités

On le devine : la réalisation de ce contre-plan suppose la transformation du système économique : refuser au capitalisme le profit et le gaspillage, c'est mettre en cause le système, et ouvrir la voie à une transformation profonde de la société vers le socialisme. La société actuelle ne peut assurer à l'Education nationale les moyens financiers dont elle a besoin, sans opérer d'importants transferts de revenus qui mettent en cause la raison d'être du capitalisme, qu'il soit libéral, néo-libéral ou planificateur...

C'est là sans doute, l'une des raisons de l'ambiguïté des réformes actuelles, qui parlent beaucoup de démocratisation, mais refusent de déboucher sur des mesures de démocratisation réelle.

Il y a plus : si on ne veut pas se payer de mots, démocratiser l'enseignement, c'est permettre à quiconque d'accéder aux postes de direction, c'est vouloir que les enfants des classes laborieuses accèdent aux responsabilités auxquelles ils ont droit; des études récentes ont révélé que la haute bourgeoisie, qui représente 5 % de la population active française, occupe plus de 80 % des postes-clés de l'administration économique et politique de ce pays. Démocratiser, c'est faire que ces 80 % tombent à 5 %;

c'est opérer en fait un transfert des responsabilités et des pouvoirs. On comprend que la bourgeoisie qui gouverne cherche à éviter ce qui serait pour elle un véritable suicide...

Au terme de ces réflexions sur la démocratisation de l'enseignement, on ne peut pas ne pas être frappé par l'ambiguïté d'une formule que beaucoup emploient sans avoir conscience de ses exigences et de ses conséquences profondes.

Sans doute, elle est d'abord une nécessité économique (et c'est pour cela que le capitalisme doit accepter et même rechercher une « certaine » démocratisation, qu'il essaie d'ailleurs d'aménager pour ne pas en être la victime).

Elle est aussi un devoir d'égalité sociale (et c'est pour cela qu'elle est inscrite dans le cœur de tout homme qui se dit désormais épris de justice).

Mais dans sa réalité profonde, par les transferts de revenus qu'elle implique, et par les transferts de pouvoirs qu'elle risque de provoquer, une démocratisation réelle de l'enseignement, se traduisant dans les faits et non dans les discours, nous apparaît comme pouvant être un des moteurs

de l'évolution de la société, comme un facteur de révolution politique. C'est ce qu'il faut avoir présent dans l'esprit pour comprendre les fausses propositions de démocratisation que peut nous offrir le régime actuel; le pouvoir se trouve pris dans une sorte de contradiction qu'il lui est difficile de surmonter; et on comprend ses hésitations, ses velléités de réformes, et ses beaux discours. Il doit démocratiser l'enseignement pour répondre aux besoins de l'économie, et pour satisfaire à une certaine façade morale d'idéal égalitaire, mais en démocratisant l'école et l'université, il risque de provoquer un mouvement irréversible de démocratisation plus profonde, qui mettra en question le système actuel, dans ses fondements économiques, dans ses structures sociales et politiques.

C'est ce qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre que notre lutte pour la démocratisation de l'enseignement ne peut pas ne pas être politique, puisqu'elle est contestation du régime capitaliste et de l'ordre bourgeois, et que, portant en elle l'espoir de la libération du monde ouvrier, elle s'identifie au combat que nous menons pour l'avènement d'une démocratie socialiste.

les » dans le hall du théâtre, le décorateur du spectacle, Jacques Noël, assis à quelques fauteuils du mien, dessinait tranquillement, loin du bruit et des pains. Il construisait, je l'ai vu, le châssis d'un décor, son prochain probablement.

Lorsque la boîte à musique se mit à jouer son petit air désuet, tout ce monde d'invités se trouva à sa place comme par enchantement, chacun bien engoncé dans son fauteuil respectif, prêt à affronter, à subir, à critiquer ou à aimer ceux qui allaient, pour eux tous, répéter une dernière fois Archiflore, de Mme Jeannine Worms.

Le rideau se leva. Dans un décor de salon rococo, aux rideaux cramois déteints, un salon qui sentait la naphthaline et semblait fermé à toute vie extérieure (bravo, J. Noël, pour ce salon de maison bourgeoise de Paris ou d'ailleurs), deux femmes face à face : la mère, Flore, sa fille, Florine, la première dans son fauteuil roulant, la seconde ourlant une robe de mariée sur un mannequin pour sa fille de vingt ans, Florence.

Deux femmes, oui, qui l'ont été, mais qui ne sont plus que des êtres repassant leurs souvenirs, ce qu'elles ont vécu ou cru vivre, qui se reprochent des faits et leurs agissements réciproques. Elles ont des regrets. (Ah ! ces fauteuils crapauds et ce piano que Florine a vendus un jour, desquels Flore ne cesse de parler, d'abord parce qu'il auraient davantage de valeur aujourd'hui, mais surtout parce qu'ils avaient été donnés par « son Léopold » le premier). Car, il y a eu un second Léopold. Florine (sa mère le lui reproche) s'en est « emparée » puis s'est enfuie avec lui. Que sont-ils devenus ces Léopolds « tant aimés », représentant pour pour chacune « son homme idéal » ? Tous deux sont partis, tous deux les ont quittés. Ni l'une ni l'autre ne se rappellent exactement comment, quand et où cela s'est passé. Flore parle du sien, le décrit, monologue avec lui, l'appelle et reste persuadée qu'il va revenir bientôt. Florine pense de même, mais néanmoins (on ne sait jamais) va chaque jour au cimetière. Dans ce salon où se confinent ces deux femmes qui s'affrontent sans arrêt, qui se font du mal, qui revivent leur passé respectif, « leurs amours » qu'elles enrichissent par le rêve confondant celui-ci avec la réalité; dans ce salon, au milieu d'elles et avec elles, vit aussi Florence, la jeune fille de vingt ans.

Le soir, en rentrant, Florence annonce qu'elle ne se mariera pas. Elle a rencontré un garçon qui l'aime et qu'elle aime : Léopold, son homme idéal qui ressemble, elle le dépente, à celui dont sa grand-mère et sa mère parlent depuis vingt ans.

Flore part rejoindre son Léopold. Sa grand-mère et sa mère continueront-elles à vivre avec le leur comme elles l'ont fait jusqu'à présent, se haïssant, médissant, trichant l'une avec l'autre, même aux cartes. Quelle excellente scène, d'ailleurs, cette partie de cartes ! Persisteront-elles à se faire du mal ? A rêver à « leurs amours » ?...

« Notre passé, c'est notre avenir à nous ! » a dit Flore, un jour.

Florene reviendra-t-elle avec « son Léopold » attendu par les deux femmes qui se l'imaginent comme le leur ?...

Je ne le dirai pas. Archiflore, c'est l'affrontement de quatre générations qui ne se comprennent pas et refusent absolument de se comprendre.

Odette Piquet est une Flore authentique aussi bien dans l'autorité, dans la tendresse, dans la cocasserie ou la malice. Elle joue assise dans un fauteuil roulant qu'elle ne quitte jamais, mais elle est toujours présente; son personnage, nous y croyons, nous le subissons.

Celui de Florine est plus effacé, mais Thérèse Quentin le vit avec foi et tact. Elle est plus douce, plus romantique, plus rêveuse que sa mère mais à la fin, quelle autorité nous découvrons en elle !

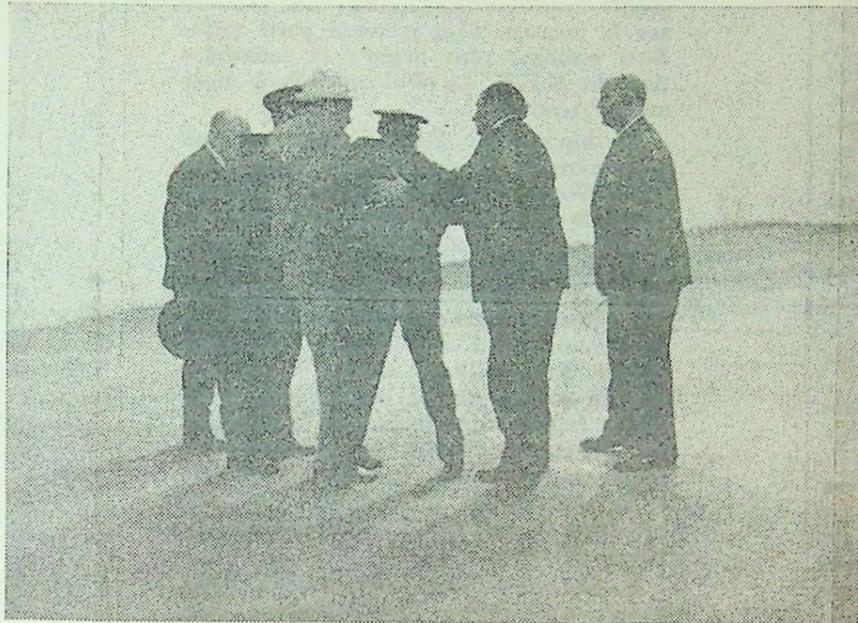
Micheline Bona (Florence, puis sa fille Flore) sait nous émouvoir et nous attendrir. Son jeu, comme celui des deux premières, est tout en nuances et subtilités. Archiflore est excellemment mis en scène par Nicolas Bataille, assisté de Jacques Legré. Jamais un mouvement gratuit, jamais une fausse note, toujours une continuité dans le jeu, une recherche, aucune mièvrerie ni facilité. C'est humain, vrai, cela paraît spontané.

Archiflore n'est pas un spectacle « archivé ». Il faut donc le voir absolument.

Michel Duverny.

## CINÉMA

### « Le Bourreau » de Luis G. Berlanga



Le successeur du bourreau a une défaillance au moment de sa première exécution.

Le propre de l'humour est de dérouter, de perturber. A cet égard, Le Bourreau est un superbe morceau d'humour; pas toujours homogène, peut-être même, parfois, légèrement étiré, mais dont il serait vain de nier l'efficacité.

Le sujet est macabre. Berlanga s'est proposé de nous intéresser aux tribulations familiales d'un vieux bourreau (José Isbert) qui pousse son gendre (Nino Manfredi) dans la carrière d'exécuteur, un peu par fierté professionnelle, et surtout pour profiter d'un appartement moderne, demandé depuis longtemps au titre de fonctionnaire. Ce thème bouffon aurait de quoi indigner (car enfin, ce film nous vient d'Espagne, pays où un vieillard haineux s'acharne sur les vaincus de la guerre civile encore emprisonnés...) et pourtant l'on rit; d'un rire assurément déplacé et cruel.

Bête et méchant pour reprendre une formule fameuse.

Berlanga a choisi d'assumer cette bêtise et cette méchanceté sur lesquelles il nous arrive parfois de nous casser le nez. Loin de trébucher, il a retrouvé sur ce chemin épineux la veine des grands humoristes de la littérature; l'assurance imperturbable d'un Swift ou d'un Lichtenberg, la logique « hénarisme » d'un Jarry ou d'un Alphonse Allais.

José Isbert (le petit vieux de El Cocheito) est parfait dans son rôle de beau-père à moitié gâteux; Nino Manfredi est, si l'on peut dire, d'une inaliénable pusillanimité. Quant à Emma Penella, la fille du bourreau, sa beauté un peu lourde achève de conférer à l'ensemble toute l'épaisseur souhaitable.

Jean-Jacques Vernon.

## THÉÂTRE

### « Archiflore » au Théâtre 347

Avant le lever du rideau, le spectacle était dans l'atrium du théâtre : on se retrouvait, on se reconnaissait, on se croisait sans se reconnaître, on s'évitait, on se mettait « en montre » avec ostentation, on se congratulait, on se chuchotait, on s'embrassait...

Au milieu de cette mêlée, le nouveau chapeau d'une actrice, une trouvaille : moitié bonnet de hussard,

moitié bonnet de jockey, blanc comme neige, louchait, prenait le vent, allait, venait, faisait demi-tour, bivouaquait dans un groupe puis dans un autre, zigzagant, reculant, avançant en diagonale telle « une dame » sur un immense échiquier jalonné de crânes polis, dépolis, bien coiffés, bien peignés, bien frisés, bien lisses...

Sans se soucier de ces « retrouvail-

# LE NOUVEAU PARTI SOCIALISTE BELGE

**L**A scission de l'aile gauche du Parti socialiste belge est maintenant consommée. Dans notre numéro du 16 janvier, nous avons donné des informations qui laissent prévoir cette issue. Les tentatives de conciliation ont finalement échoué devant la volonté de la direction du P.S.B. d'empêcher une vraie liberté des tendances au sein du parti. Les militants de la gauche ne pouvaient plus que se soumettre, ou se démettre.

C'est le 12 décembre 1964 que le Congrès du P.S.B. avait décidé l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et l'appartenance au Conseil général du Mouvement populaire wallon et à la rédaction des hebdomadaires *La Gauche* et *Links* (en flamand). Cette décision avait été prise par 769 mandats contre 146 et 81 abstentions pour l'appartenance à *La Gauche*, et par 417 mandats contre 143 et 18 abstentions pour l'appartenance au Mouvement populaire wallon. Les délégations flamandes n'avaient pas pris part au second vote.

Lors de l'assemblée des militants de la gauche, tenue à Liège le 27 décembre, il avait été décidé de préparer la formation d'un parti à la fois socialiste et fédéraliste. Une période de discussion suivit, et finalement plusieurs groupes décidèrent d'entreprendre les premières démarches pour constituer un nouveau parti : le 18 janvier 1965, une assemblée de militant adopta un projet de programme et de statuts ; le 7 février, les militants de Bruxelles se prononcèrent également pour une conférence de fondation. D'autres réunions furent convoquées à Charleroi et à Anvers dans le même sens.

Une des premières difficultés à résoudre sera l'établissement de rapports cohérents avec le Mouvement populaire wallon, et plus généralement l'instauration d'une organisation de type fédéraliste. Le M.P.W., fondé après la grande grève de 1960-61 par le dirigeant syndicaliste André Renard, jouit d'une large influence en Wallonie et notamment dans le bassin minier. Il réunit des socialistes, des syndicalistes, des communistes et des travailleurs sans parti. La « Régionale » des métallurgistes de Liège en constitue l'épine dorsale. Dirigé par André Genot depuis la mort de Renard, le M.P.W. publie l'hebdomadaire *Combat* et a l'appui du grand quotidien socialiste de Liège, *La Wallonie*,

dirigé par Robert Lambion, président des métallurgistes de Liège et vice-président du mouvement. La gauche socialiste exerce une forte influence dans le M.P.W., et notamment dans la région de Liège et dans le Hainaut. Cette influence est plus faible dans les régions flamandes et à Bruxelles.

Le M.P.W. a réagi avec vigueur contre les décisions du Congrès du P.S.B. Son Conseil général avait déclaré dès le 20 décembre dernier que rien n'empêcherait son développement : « Le M.P.W., disait le Conseil général, n'est ni un parti ni un syndicat, mais le point de rencontre de tous les Wallons progressistes qui entendent travailler ensemble pour la réalisation du fédéralisme et des réformes de structure ». Une partie des adhérents hésite devant la création d'un nouveau parti. Certains dirigeants du M.P.W. n'avaient adhéré à l'initiative de *La Gauche* qu'à titre personnel, et non comme membres du P.S.B. André Genot, de même que Robert Lambion et Raymond Latin, dirigeants syndicalistes, faisaient des réserves sur la création d'un nouveau parti socialiste, estimant plus urgente la consolidation du M.P.W. *La Wallonie* s'était aussi montré réservé.

Le bureau du P.S.B., esquissant une manœuvre de division dans la gauche, offrit à Glinne et Hurez, députés, de reconnaître le droit de tendance, mais avec des restrictions qui rendaient ce droit inopérant. Yerna, secrétaire des syndicats de Liège, et E. Mandel, rédacteur en chef de *La Gauche*, repoussèrent finalement ce compromis, ainsi que Mansart, lui aussi député. Ernest Glinne conclut à son tour que ce compromis ne pouvait que jouer contre la gauche en renforçant la direction du P.S.B., c'est-à-dire le gouvernement. Dans ces conditions, la voie est ouverte à la constitution progressive d'un parti socialiste de gauche, dont l'orientation devra se préciser.

Il est remarquable que la crise belge trouve son origine non seulement dans l'abandon par les dirigeants du P.S.B. de tout objectif socialiste, de tout programme de lutte contre le capitalisme en Belgique, mais aussi dans l'incapacité du P.S.B. de trouver une solution fédérale aux divisions du pays et de sa propre organisation, et dans les intrigues néo-colonialistes du gouvernement au Congo. La gauche aura

donc l'occasion de rechercher des voies nouvelles dans le cadre de l'Europe et de ses rapports avec le Tiers Monde. En ce sens, son évolution rejoint celle de notre parti en France.

La crise du P.S.B. fait partie de la crise générale des partis socialistes en Europe, mais elle tire ses traits particuliers de la situation propre au mouvement ouvrier belge. Parti et syndicats y sont toujours étroitement liés, et ils s'appuient les uns et les autres sur un réseau d'entreprises coopératives et d'établissements qui donnent une grande stabilité à sa force. D'autre part, le parti communiste est très faible et maintenant divisé entre « Chinois » et « Russes ». C'est cette situation qui explique le caractère relativement libéral du régime intérieur du parti jusqu'à une époque récente : le droit des tendances à s'exprimer comme telles y était reconnu, contrairement à ce qui se passe dans la S.F.I.O. ou dans le parti socialiste d'Allemagne fédérale. Mais le gouvernement de coalition chrétien-socialiste se trouve maintenant devant de telles difficultés que la direction du P.S.B. a voulu en finir avec la gauche avant que celle-ci n'étende son influence à la faveur du renouveau de l'esprit de lutte dans le pays.

Le capitalisme belge éprouve des difficultés à se rénover en dehors du cadre de l'Europe. La liquidation définitive de ses positions au Congo, où elle soutient Tschombé de toutes ses forces, est aussi une question de temps. La politique traditionnelle du parti socialiste est incapable de faire face à cette situation, et les syndicats cherchent de plus en plus à défendre des positions qui gênent les représentants du P.S.B. au gouvernement. La gauche, dans ces conditions, sera conduite à rechercher une coopération plus étroite avec le mouvement socialiste de gauche en Europe.

Si l'on tient compte de la situation où se trouvent le Labour Party en Grande-Bretagne et le Parti socialiste dans la coalition gouvernementale en Italie, l'évolution en Belgique montre qu'une crise d'envergure est ouverte dans tout le mouvement socialiste européen. Cette perspective nous impose de nouveaux devoirs, comme à nos camarades belges, italiens et anglais.

P. N.

## UNE DÉCLARATION DE "LA GAUCHE"

Le 21 février a été constitué à Charleroi le Parti wallon des travailleurs. Le 7 février a été constituée l'Union de la Gauche socialiste de Bruxelles. La Fédération flamande est en voie de constitution. Ainsi se construit fédérativement le Parti socialiste des travailleurs.

Nous extrayons de l'éditorial de *La Gauche* du 13 février, intitulé « le nouveau parti », le passage suivant :

« Au moment où naît le nouveau parti, nous voudrions exprimer à son égard un double vœu.

« D'abord, qu'il soit le défenseur ré-

solu et acharné de tous les intérêts des travailleurs, et qu'il n'abandonne cette défense à aucun moment... Le monde du travail a fait de nombreuses expériences politiques négatives, qui l'ont rendu sceptique à l'égard des partis politiques et de la politique en général. Ce qu'il attend du nouveau parti, c'est qu'il innove radicalement en la matière, c'est qu'il reste fidèle à lui-même, à son programme et à sa mission, envers et contre tous, quelles que soient les circonstances ou les tentations...

« Ensuite, qu'il évite l'écueil le plus difficile pour une nouvelle formation,

qui est celui du sectarisme, celui de concentrer son feu sur les autres partis ouvriers, desquels il sera forcément amené à se différencier pour justifier sa propre existence. Là aussi, il s'agit en dernière analyse d'une question d'honnêteté et de fidélité aux principes. L'ennemi n'est qu'un : le grand capital et son Etat unitaire. Si le nouveau parti est amené à critiquer le P.S.B. ou d'autres formations ouvrières, il ne devra jamais les attaquer en tant que telles, mais seulement parce qu'elles entravent une lutte efficace et victorieuse contre le seul ennemi véritable... A l'Action ! »